



# L'ACTION FRANÇAISE

2  
0  
0  
0

« Tout ce qui est national est nôtre »

3 € | N° 2800 | 64<sup>e</sup> année | Du 2 au 15 septembre 2010 | Paraît provisoirement les premier et troisième jeudis de chaque mois | www.actionfrancaise.net

## La dépression démocratique

L'été sépare. On se voit de loin. Mais les universités d'été sont là pour rappeler les échéances électorales. À peine plus de la moitié d'un mandat présidentiel s'achève que tous y pensent déjà. On entend des phrases désuètes du genre "Je ferai connaître ma décision avant le début de l'année 2011." C'est un suspens hitchcockien qui s'est emparé des Français. Certains de nos compatriotes s'exaltent encore pour Martine Aubry, Ségolène Royal, Laurent Fabius, contemporains de Coluche et de Roger Gicquel... On vibre devant le charisme de Bayrou, de Morin, de Hollande, et même de Valls... Avec quelle impatience on attend les annonces de candidatures à l'UMP ! Mais dans tout cela où donc s'exprime l'amour de la France, la foi dans son génie ? où donc retrouver les ferments de la grandeur et l'espérance du renouveau ? L'Action française a 112 ans et la monarchie en France s'est mise en place il y a plus de 1 500 ans, mais aujourd'hui c'est bien la république qui sent la naphtaline, incapable d'admettre ses limites, accrochée à ses rituels. Le mensonge est en train de percer et notre petite flamme résistante n'est pas éteinte. Allons, ne laissons pas mourir la France ! "L'avenir n'est pas ce qui va arriver mais ce que nous allons en faire." □

Marc Savina

# Le coup des Roms,

# c'est raté !



Page 3

## □ L'HISTOIRE AU COLLÈGE

### Monomotapa contre Louis XIV

Le collège s'ouvre aux autres civilisations, au risque de réduire l'histoire de France à la portion congrue.

Chaque rentrée scolaire est le signe que l'école descend d'un nouveau cran vers la fabrique de cancre. L'an dernier on supprimait l'histoire en terminale scientifique ; cette année, en cinquième, Clovis, Louis XIV et Napoléon sont priés de se serrer un peu pour faire entrer les empires africains comme Songhai ou Monomotapa, l'empire chinois des Han et l'Inde des Gupta... Selon *Le Figaro* des 28-29 août, il s'agit pour Jean-Michel Blanquer, directeur général de l'enseignement scolaire, de « s'ouvrir aux autres civilisations de notre monde », car « l'histoire ne s'arrête pas à la France » et « tous les ensei-

gnants continueront à parler de Louis XIV ». Comme si "parler" pour dire peut-être n'importe quoi d'un personnage historique remplaçait l'étude méthodique de sa vie et de son œuvre...

#### 10 % du programme

Les mêmes affirment que les civilisations africaines et indiennes n'occuperont que 10 % du programme, mais quand on sait que l'histoire en cinquième ne compte déjà que pour à peine une heure de cours par semaine, on se demande s'il restera quelque chose dans les jeunes cerveaux français des bases ainsi rognées de leur propre histoire. L'historien

Max Gallo, de l'Académie française, dénonce le risque de « zapping ».

L'argument ministériel selon lequel « beaucoup de jeunes sont d'origine africaine » et qu'« il faut bien qu'ils se reconnaissent un peu dans le programme » n'est pas convainquant. Ces jeunes n'ont au contraire pas de plus grand besoin que de connaître notre pays pour apprendre à l'aimer. Si ce pays est noyé dans une sorte de touche à tout encyclopédique et forcément très superficiel, ils ne comprendront même plus la nécessité de l'histoire. Qu'on les laisse assimiler la France au collège avant de s'ouvrir plus tard à



l'Afrique ou à l'Inde ! Déjà circule une pétition Notre histoire forge notre avenir<sup>1</sup>. Relevons aussi ce propos d'une enseignante, citée par *Le Figaro*, « assumant sa fibre maurrassienne » en rappelant que l'on marche vers le futur en retournant toujours à ses racines. Tant il est vrai que lorsque l'on parle avec son simple bon sens, on est toujours un peu maurrassien... ■

Michel Fromentoux

<sup>1</sup> <http://www.histoire-avenir.fr/>



## ■ MONDE

Les pertes humaines se multiplient:

### La France dans le borbier afghan

PAGE 9

## ■ HOMMAGE

Un grand pourfendeur de la modernité :

### Souvenons-nous de Thomas Molnar



PAGE 12

## ■ POLITIQUE

Portrait d'un président capricieux et autoritaire :

### Nicolas Sarkozy enfant roi



PAGE 12

INDUSTRIE

# Son intérêt est ailleurs...

**Le chef de l'État a beau se mêler de tout, il s'y connaît peu en mécanique. Son agitation n'est pas d'un grand secours pour les industriels français, dont le développement se joue désormais sur les grands marchés mondiaux.**

L'investissement industriel repart. Plutôt, les prévisions ! L'Insee publie la confiance des patrons dans l'avenir, mais après un effondrement de 21 % en 2009, le petit 5 % de 2010 est le minimum syndical et ne sert que d'indicateur de tendance. Certes, ces chiffres sont des moyennes et couvrent d'énormes disparités. Les filières de l'agriculture et de sa transformation en aval continuent de dévisser (- 3 %) quand les filières électriques et électroniques à cycle court rebondissent plus haut (+ 11 %). Et pourtant l'odeur du doute persiste dans les bureaux directoriaux, parce que les performances d'ensemble de l'économie française, régulièrement révisées en baisse, sont insignifiantes et que le partenariat noué entre l'industrie et le nouveau pouvoir s'est avéré stérile, voire futile sinon encombrant.

## Le coût des fanfaronnades

Le président a la fibre chicanière et les naseaux d'un Fouché, mais s'y connaît peu en mécanique ou en élevage bovin. Trois ans et trois mois ont montré à l'envi un comportement de parvenu, obsédé par la communication et un panache impossible, au point d'éclipser tous les vrais sujets qui sont le plus souvent laissés dans le tiroir des intentions. Qui gouverne ? Les *spin doctors* <sup>1</sup> de l'Élysée, les conseillers du cabinet Guéant ? Les ministres et leur premier, sûrement pas ! Or nos industriels savent que les défis auxquels ils font face sont compliqués, souvent risqués, et exigent des décisions qui impliquent le tissu économique français et engagent des fonds importants. Le pouvoir qui est en face d'eux n'est pas capable de les accompagner même s'il fait mine de se mêler de tout. Com-



bien nous coûtent les fanfaronnades sarkoziennes qui annoncent des contrats farineux avant de les signer, donnant au client un puissant levier de chantage ? Ne parlons pas des Rafale brésiliens prévenus soi-disant, qui ont fragilisé la position politique du président Lula. Non plus des BPC <sup>2</sup> *Mistral*, prévenus eux-aussi et promis, croix de bois, croix de fer, aux ouvriers des chantiers de l'Atlantique par le président en visite. Les Russes viennent de nous attraper sous le ventre et serrent à deux mains. Les quatre centrales nucléaires d'Abou Dhabi, c'était du tout cuit, et le consortium français "EDF-GDF Suez-Total-Areva-Vinci-Alstom" n'avait pas même besoin de se concerter. Vingt milliards de perdus ! La faute à Domenech ! Il faut reconstruire une équipe France, clame l'ancien patron d'EDF, François Roussely, qui brosse le colbertisme endémique du ministère

Estrosi (!) dans le sens des facilités budgétaires. GDF-Suez est bien le seul à avoir tiré la leçon du fiasco du Meccano industriel français sur le Golfe en sortant de ses marques par l'achat du britannique International Power. Il acquiert d'un coup la parité de production d'EDF, répartie qui plus est sur des pays émergents comme le Brésil ! Et sur ses marchés, M. Mestrallet prendra l'exploitant qui lui conviendra le mieux au moment, Areva pourquoi pas, mais aussi n'importe qui d'autre.

## Renault, c'est l'Asie

Comme nous le montre le groupe franco-belge avec beaucoup de réalisme, les bonnes nouvelles pour l'industrie sont ailleurs. Dernier exemple en date : Renault, qui brise le tabou des hauts de gamme rémunérateurs conservés dans l'Hexagone pour laisser partir les modèles de camelote dans

les pays à bas coûts. Son haut de gamme 2010 sort déjà des chaînes Samsung de Bushan (Corée) et le nouveau bas de gamme 2011 sortira des chaînes Avtovaz de Togliatti en sus des Logan. L'usine de Sandouville est-elle dédiée maintenant à la production du nouveau fourgon Renault comme l'a rêvé notre président lors d'une visite de compassion fin 2008 ? De quoi je me mêle ? Carlos Ghosn ne dit rien. Son avenir, c'est Nissan sur les grands marchés du monde, et non la communication de Nicolas Sarkozy, l'ancien chef de la police parisienne.

## L'immixtion politique tourne au ridicule

Je lisais ce matin que notre omniprésident avait choisi d'aligner le mode de négociation des droits de diffusion de la musique en ligne entre les producteurs de contenu et les plateformes sur le schéma recentré adopté par les web-radios. Ça vous la coupe ! Giscard d'Estaing s'était limité à la *Marseillaise* en si bémol et au nombre de boutons de la tunique de la Garde républicaine à pied. Je plaignante, il fixait aussi le prix du ticket de métro. Cette implication du pouvoir dans les rouages industriels est d'un ridicule achevé depuis qu'elle a prouvé sa propension à fabriquer des monstres non viables ; mais le réflexe est très gaulliste, donc aujourd'hui encore, tabou. Entre-temps, L'Oréal patiente en attendant Nestlé qui le délestera des hypothèques politiques nauséabondes. La seule bonne nouvelle concrète en France vient de Toulouse. Louis Gallois, qui ne téléphone pas à l'Élysée mais à Daimler, augmente ses cadences des modèles A320 et A330 après avoir définitivement maîtrisé la production du jumbo A380. Soyons cinq minutes contents. ■

Catoneo

## » SERVICE PUBLIC

Les contribuables vont-ils bientôt financer la télé-réalité ? « *On doit pouvoir explorer tous les genres* », a déclaré le nouveau président de France Télévisions, dès lors que les programmes s'avèrent « *respectueux de l'individu, de la diversité et des opinions* » (sic). Dans un entretien accordé à *L'Alsace-Le Pays*, Rémy Pflimlin promet davantage d'émissions culturelles, inspirées notamment par la culture « *des plus jeunes* » et par celle « *des quartiers* ». De quoi satisfaire le cahier des charges assigné aux multiples chaînes du "service public".

## » DIPLOMATIE

Prononçant, le 27 août, le discours de clôture de la XVIII<sup>e</sup> conférence des ambassadeurs, le ministre des Affaires étrangères, Bernard Kouchner, a salué « *le lancement réussi de notre initiative pour défendre la liberté d'expression sur Internet* », dont il a annoncé la prochaine étape : « *Une conférence ministérielle qui se tiendra à Paris mi-octobre pour aller plus loin encore dans la fédération des efforts internationaux - pour mieux défendre les cyberdissidents, pour mieux contrôler les technologies de brouillage et de filtrage, et pour mieux donner une traduction juridique à l'universalité d'Internet.* » Cela sera-t-il du goût de Pékin ?

## Un petit pas vers l'équilibre ?



Commentant le rapport de Michel Camdessus consacré à l'équilibre des finances publiques, le Premier ministre a souligné, le 23 août, les « *principales lacunes de notre ordre institutionnel* ». Outre « *l'absence de consultation du Parlement sur nos engagements européens* », qui préoccupera seulement les dé-

mocrates, il pointe « *la dispersion des dispositions fiscales et sociales dans l'ensemble des textes législatifs* » et « *l'absence d'un instrument juridique qui s'imposerait aux lois de finance et de financement de la Sécurité sociale* ». François Fillon prétend vouloir dégager, d'ici la fin de l'année, « *les termes d'une réforme consensuelle* ». Cela dissiperait en partie la menace d'une dégradation de la dette souveraine nationale, envisagée par l'agence Moody's le 17 août. Au moins le chef du gouvernement a-t-il bien résumé l'enjeu : « *Contenir l'endettement du pays dans des limites qui n'obèrent pas l'avenir constitue une obligation impérative si nous voulons préserver notre souveraineté et restaurer notre pleine capacité d'action.* » ■

## Impliquer les salariés

Tandis que la mondialisation rend la fortune plus vagabonde que jamais, un rapport du Centre d'analyse stratégique promeut « *l'instauration d'un "capitalisme partagé"* ». Son auteur, Salima Benhamou, « *cherche à démontrer qu'il est possible de dépasser la confrontation traditionnelle entre droits des salariés et exigence de performance, en développant une approche volontairement axée sur la recherche de mécanismes permettant de favoriser la convergence vers un intérêt commun* ». Et d'affirmer qu'« *une implication accrue des salariés peut améliorer la per-*

*formance de l'entreprise* », à condition que les trois modes de participation (participation aux résultats, information et consultation, participation aux décisions stratégiques) soient opportunément agencés : « *L'association des salariés au développement et à la marche d'entreprise, à différents niveaux, permettrait à la fois de renforcer le caractère incitatif des dispositifs de participation aux résultats et de faire bénéficier les dirigeants d'informations complémentaires pour améliorer leur prise de décision.* » En revanche, M<sup>me</sup> Benhamou récusé l'inflation législative, arguant que « *les acteurs peinant parfois à intégrer des changements fréquents qui entraînent un enchevêtrement juridico-administratif difficile à gérer.* » ■

## L'ACTION FRANÇAISE

10 rue Croix-des-Petits-Champs  
75001 Paris  
Tél. : 01 40 39 92 06 - Fax : 01 40 26 31 63  
www.actionfrancaise.net  
redaction@actionfrancaise.net  
secretariat@actionfrancaise.net  
abonnements@actionfrancaise.net  
ISSN 1166-3286

Directeur de 1965 à 2007 : Pierre Pujot (†)

Directeur de la publication : M.G. Pujot  
Rédacteur en chef : Michel Fromentoux  
Rédacteur graphiste : Grégoire Dubost

**Politique française :**  
Guillaume Chatizel, Jean-Philippe Chauvin, Antoine Goursky, Stéphane Piolenc, Marc Savina

**Société :**  
Stéphane Blanchonnet, Jean-Pierre Dickès, Michel Fromentoux

**Europe :**  
Charles-Henri Brignac, Grégoire Dubost, Guy C. Menuisier

**Monde :**  
Philippe Maine, Pascal Nari

**Histoire :**  
Michel Fromentoux, Yves Lenormand, René Pillorget, Frédéric Winkler

**Culture :**  
Anne Bernet, Monique Beaumont, Charles-Henri Brignac, Alain Waelkens

**Chroniques :**  
Jean-Baptiste Morvan

**Combat des idées :**  
Stéphane Blanchonnet

**Abonnements, publicité, promotion :**  
Monique Lainé

## □ DÉMAGOGIE

## De l'art d'accommoder les Roms

Le "voyou de la République" distraie l'opinion – visiblement très réceptive – en plaçant les Roms sous les projecteurs des médias. Ses gesticulations rendent d'autant plus flagrantes les carences du régime où l'on préfère les actions bruyantes à celles demandant courage, patience et longueur de temps.

C'est la rentrée, nous avons retrouvé Paris avec sa météo balbutiante, les augmentations de tarifs en tous domaines, les grèves annoncées, les taxes nouvelles, les avis d'imposition... L'automne ne s'annonce pas souriant, après un mois d'août fertile en pitreries.

## Le "voyou de la République"

Pendant qu'au cap Nègre Nicolas Sarkozy se reposait et qu'il nous reposait de lui, il se fit beaucoup de bruit autour du numéro d'août de *Marianne* titré « *Le voyou de la République* ». Tout le monde a deviné qui était désigné ainsi, et ce fut un tollé parmi les sarkozystes qui s'indignèrent que le journal appelé "Marianne" ait « souillé le symbole de la république », mais aussi à gauche où l'on a cru renifler « l'odeur nauséabonde des années trente »... Nous rappellerons que ce sont les Camelots du Roi qui, les premiers, ont osé associer le mot de voyou à la république en chantant sur le pavé parisien depuis plus de cent ans : « *Et viv'le roi / À bas la République / Et l'on s'en fout / D'la Gueuse et d'ses voyous.* » Car des voyous figuraient et figurent toujours parmi les profiteurs du régime, sans oublier ses fondateurs - pensons, en ce 2 septembre, aux massacreurs de prêtres de 1792 dans les prisons parisiennes...

Comparé à ces gens-là, Nicolas Sarkozy fait évidemment figure d'enfant de chœur. Nous ne pouvons ignorer toutefois qu'il porte comme tous ses prédécesseurs depuis 1975 la responsabilité des 220 000 bébés massacrés au nom de la loi chaque année dans le sein de leur mère, mais si voyou veut dire cynique, roublard, voire crapuleux, l'actuel hôte de l'Élysée s'est montré maintes fois ca-



pable de dire n'importe quoi et de changer d'avis sans s'embarasser d'aucune morale si son intérêt électoral était en jeu ou s'il pouvait chiper des voix à tel concurrent. En ce domaine-là, *fripouille* nous paraîtrait mieux définir le personnage. Le régime électoral républicain produit, hélas, à foison des hommes de cette espèce.

## La faute à Schengen

On a bien vu le cynisme sarkozien à l'œuvre dans la manière d'utiliser les Roms pour se donner auprès des électeurs inquiets une fois de plus l'image du gardien vigilant de la sécurité. Qui sont les Roms, appelés aussi parfois gitans, tziganes, manouches ou bohémiens ? *Valeurs Actuelles* du 26 août précise qu'ils sont d'origine indienne. Rejetés par la société brahmanique, ils se sont installés en Europe centrale au

XV<sup>e</sup> siècle, au service de monastères et des nobles seigneurs. Se retrouvant sans aucune protection après les révolutions libérales de 1848, ils immigrèrent de Russie, de Roumanie ou de Hongrie en Europe occidentale et, forcés alors au nomadisme et à l'automarginalisation, furent vite considérés comme voleurs de poules ou de chevaux, voire d'enfants. Il ne faut pas les confondre avec les gens du voyage, qui sont des Roms depuis longtemps naturalisés français. Par exemple, ceux qui ont commis le 18 juillet les violences de Saint-Aignan dans le Loir-et-Cher sont des gitans aux noms de famille bien français et, comme a dit malicieusement Éric Letty dans *Monde et Vie*, « possédant la nationalité française depuis plus longtemps que les Sarkozy de Nagy-Bocsa ».

Il est certain que les uns et les autres posent donc des problèmes d'insécurité, de délinquance et

de mendicité et qu'ils doivent être contenus sur des espaces réglementés par des mesures de police contraignantes. Mais de là à leur faire porter le poids de tous nos maux il y a un abîme que le président de la République enjambe sans distinguer les Français de père en fils des autres gens de vagabondes ethnies Roms qui sont chez nous parce que les catastrophiques accords de Schengen ont transformé les frontières en passoirs. Avec ces derniers M. Sarkozy a beau bomber le torse et les faire chasser en présence des médias d'un campement illégal, il a beau les payer pour partir et les mettre dans des avions en partance pour la Roumanie ou la Bulgarie ; il a beau faire ainsi croire qu'il tient la situation bien en mains, ce ne sera jamais que gesticulation et poudre aux yeux, car ils reviendront quelques semaines plus tard ! Se poser en champion dans une affaire qu'il n'a pas les moyens de résoudre, c'est tromper une fois de plus les Français. C'est l'état de Schengen qu'il faut démanteler ; tout le reste est (mauvaise) littérature.

## Exhibitionnisme sécuritaire

Son exhibitionnisme sécuritaire exacerbé envers les Roms et son manque de mesure ont même étonné le pape Benoît XVI, qui, au cours de l'Angelus du 22 août, a rappelé en français les exigences de la fraternité universelle. On aurait tort d'y voir une immixtion dans la politique française. Comme dit l'abbé de Tanoüarn dans *Minute* du 25 août, le Saint-Père a voulu « donner un signe de sa solidarité envers les Roms, dont beaucoup sont chrétiens, fréquentant assidûment des pèlerinages comme Lourdes ou les Saintes-Maries-de-la-Mer en Ca-

*margue* ». Car il ne faut pas, poursuit l'abbé, que les rododromes soudaines de la politique sarkozienne aboutissent à la politique du bouc émissaire et « que les Roms soient l'alibi de néolibéralisme européen ».

## Le matamore

M. Sarkozy joue sur le fait indéniable que notre société en pleine décomposition familiale et morale a mille raisons d'avoir peur de ces gens qui passent, qui vivent parfois d'expédients, qui ont de la famille un sens très vif de nature à nous faire honte, et qui n'ont pas recours à l'école laïque obligatoire de la république... Leur mode de vie tranche avec le conformisme de la société de consommation. Sous la monarchie le roi prenait quelquefois les forains sous sa protection, mais aujourd'hui qui peut les contrôler ?

De fait la manière forte a été payante puisque *Le Figaro* des 28-29 août nous dit que deux Français sur trois approuvent le gouvernement. La vérité dans cette affaire est quand même qu'en s'en prenant à des groupes ultra-minoritaires, le chef de l'État et son ministre de l'Intérieur Brice Hortefeux veulent tout simplement cacher leur incapacité à aborder le vrai problème de l'insécurité, celui d'une immigration toujours pas maîtrisée, celui des zones de non-droit qui continuent de se multiplier comme l'a montré l'émeute fomentée par les "jeunes" dans une banlieue de Grenoble dans la nuit de 16 au 17 juillet. Il est facile de mener des actions tonitruantes avec les Roms, mais la population qui se sert déjà de l'islam comme moyen de domination est autrement plus dangereuse pour l'âme de la France, pour son identité, pour sa paix civile. En préférant les actions qui font du bruit immédiatement à celles qui demandent courage, patience et longueur de temps, le matamore Nicolas Sarkozy montre qu'il est un pur produit de la République qui ne vit que dans l'instant et dans le spectacle, dans l'électorale rentabilité. Comment peut-on encore croire que l'on conservera la France avec ce régime ? ■

Michel Fromentoux

## I NOTRE SOUSCRIPTION POUR L'AF

## URGENT : aidez-nous à franchir un cap difficile

□ Vous êtes nombreux à avoir répondu à l'appel de Marielle Pujol au début d'août. Merci à vous tous et notamment aux petits souscripteurs qui, malgré de faibles moyens, ont tenu à apporter leur obole pour nous aider à survivre. Nous avons besoin de 5000 euros pour rattraper le retard que nous avons pris pour le règlement de nos dettes depuis le début de l'année.

Hélas, vous n'avez pas répondu en assez grand nombre à notre

appel et aujourd'hui nous sommes pris à la gorge. Auriez-vous cessé de croire à la France pour désertier le combat du seul journal qui n'ait que l'intérêt de la France comme ligne de pensée ? Au moment où les pantomimes sarkozienne commencent à lasser les Français de la Ve République, pouvez-vous laisser s'éteindre la seule voix qui peut prouver qu'il ne faut pas une VI<sup>e</sup> ? Si faute de votre aide nous mourons, aurez-vous la conscience tranquille en pen-

sant à la France qui n'a jamais eu autant besoin de nous ? Alors ressaisissez-vous.

La fidélité à L'AF du cœur ne suffit plus : il faut une fidélité en actes et tout de suite.

Merci d'avance.

Michel Fromentoux

✓ Merci d'établir vos chèques à l'ordre de M<sup>me</sup> Geneviève Castelluccio et de les lui envoyer à : *L'Action Française 2000*, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

## Liste n° 10

Virements réguliers : Jean-Michel de Love, 7,62 ; Vincent Claret-Tournier, 15 ; M<sup>lle</sup> Annie Paul, 15,24 ; Raymond Sultra, 17,73 ; M<sup>me</sup> Bellegarde, 20 ; M<sup>me</sup> Marie-Magdeleine Godefroy, 22,87 ; François Favre (trois mois), 60 ; Jean-Pierre Lamy, 30 ; Henri Morfin, 32 ; M<sup>me</sup> Tatiana de Prittwitz, 45,73.

Jean-Baptiste Morvan, « supplément à l'abonnement de soutien », 40 ; Romain Sivy, 30 ; M<sup>me</sup> Josiane Di Nicolo, 50 ; Laurent Di Nicolo, 75 ; Jean-Maire Jouannaud, 20 ; Gérald

Wailliez, 20 ; M<sup>me</sup> Michèle Perrin-Rovini, 50 ; Jean-Pierre Lopez, 4 ; M<sup>lle</sup> Geneviève Richarte, 6 ; Sylvain Lagrange, « *Bon courage, que Dieu nous aide* », 20 ; Denis Lazarowicz, 15 ; Edmond Cahu, 50 ; François-Marie Algoud, 50.

Michel Luce, 100 ; Jean-Louis Wehr, « *don pur vous aider à survivre* », 200 ; Christian Desjonquères, 182,94 ; Geneviève Castelluccio, 200 ; Georges Delva, 500.

Total de cette liste : 2 046,18 €  
Listes précédentes : 8 817,84 €

Total : 10 864,02 €

□ PRÉSIDENTIELLE

# La République dépolitisée

Tandis que se tiennent les universités d'été des partis politiques, l'élection présidentielle est dans toute les têtes. Au risque d'éradiquer définitivement le débat politique dans une cité à l'agonie.

Les Verts étant en université d'été à Nantes, on aurait pu attendre d'eux des propositions écologistes, après une confrontation constructive des idées, mais c'est la question de la présidentielle qui a dominé. Nous voilà encore en campagne, ce que ressentent autant les médias que les citoyens.

## Bataille de chiffres

Depuis le référendum de septembre 2000 qui a confirmé le quinquennat par le suffrage universel, la République semble en "présidentielle permanente". Or, dans la tempête de la mondialisation, le pays requiert des politiques inscrites dans la durée et non dans l'agitation électorale, qui impose souvent aussi démagogie et désordres, ainsi qu'une certaine paralysie de l'action gouvernementale. Les sondages se succèdent, les uns répondant aux autres dans une sorte de bataille de chiffres qui devient pesante et ridicule. Une enquête publiée dans *Libération* annonce qu'une large majorité de nos concitoyens souhaite la victoire de la gauche face à M. Sarkozy, et considère M. Strauss-Kahn comme le meilleur candidat face à lui. Candidate pressentie des Verts, M<sup>me</sup> Eva Joly a d'ailleurs rappelé dans la presse qu'elle avait mis en examen M. Strauss-Kahn dans l'une des nombreuses affaires de corruption des années quatre-vingt-dix... Drôle d'ambiance ! Pas certain que cela redonne beaucoup de crédit à la politique. Pendant ce temps, les déficits s'accroissent sans fin ; l'État semble dépassé par les événements (économiques comme politiques et sociaux) et "sur-réagit" à défaut de savoir simplement comment agir ; la colère sociale, mêlée d'une sorte de fatalisme désabusé, monte dans le désordre des maux particuliers (producteurs laitiers, enseignants, forces de l'ordre, ouvriers, etc.) ; l'insécurité ne disparaît pas ; le chômage frappe à coups redoublés sur le secteur industriel... De Gaulle disait qu'après lui, ce n'était pas le vide qu'il fallait craindre mais le



Eva Joly  
Objectif 2012

trop-plein : la multiplicité des candidatures à deux ans de l'élection le confirme une fois de plus. L'on pourrait ajouter que le vide, celui des idées et des projets, est bien réel malgré le vacarme médiatique de la "politique spectacle" ou, dirait-on maintenant, du "pipol", voire "bling-bling".

## Une cité sans vie civique

Il est un risque à cette situation de "présidentielle permanente", celui de voir le débat politique intéresser de moins en moins de nos concitoyens, et cette dépolitisation est dangereuse car une cité sans discussion est une cité dévitalisée, pour laquelle se battre semble vain, et qui s'effondre plus ou moins lentement, sur elle-même. Or, il n'y a pas de citoyens sans cité ; celle-ci est la condition de leur statut de citoyens, mais aussi de leurs libertés et de l'assurance d'icelles. À sa manière, Maurras traduisait

cette nécessité d'une cité vivante et protectrice, qu'il ne séparait pas de sa liberté essentielle : « *De toutes les libertés humaines, l'indépendance de la patrie est la plus précieuse.* ». Une Cité sans vie civique, sans vie "démocratique" dirait-on aujourd'hui sans beaucoup de discernement ni d'explications, n'est plus une cité, et ses membres ne se sentent guère obligés par elle, au risque de ne plus vouloir s'engager pour elle. Il faut aussi que les citoyens, au-delà de leurs préférences idéologiques, aient conscience de l'importance première de la cité, base de toute politique au point de lui avoir donné son nom : en grec, la cité se dit *polis*, ce qui a donné *politique* dans notre vocabulaire. On a vu, dans l'histoire, combien cette attitude d'abandon (ou d'indifférence, par confort ou par dépit), par les politiciens comme par leurs électeurs, de la conscience de la cité comme condition première de la citoyenneté pouvait

être périlleuse. doit-on rappeler l'année 1940 et son cortège de malheurs ? Il est de bon ton, aujourd'hui, d'accuser les généraux de l'armée française d'incompétence ou de défaitisme : si l'un ou l'autre ont été possibles pour certains d'entre eux, on aurait tort d'oublier les terribles responsabilités politiques des hommes de la III<sup>e</sup> (dont certains se recycleront, un temps, à Vichy : Schuman, le futur "père" de la construction européenne, Laval, Marquet et tant d'autres) et le moral en berne d'une population "qui n'y croyait plus" dès les premières percées allemandes en mai 40. Comment peut-on oublier les campagnes anti-militaristes des années trente (très actives parmi le monde enseignant), les illusions européistes héritées de Briand ? Les intentions généreuses des uns et des autres n'empêchent pas la rudesse des réalités géopolitiques qui, parfois, nécessitent, non pas d'abandonner l'idéal de paix et de concorde, mais de le penser dans le cadre existant et non dans le seul éther des idées ou des utopies.

## Redonner le goût de la politique

Redonner le goût de la politique aux Français semble un enjeu important pour la vie même de la cité, mais sortir de la "présidentielle permanente" est devenu un préalable pour que les débats entre Français ne soient pas toujours pollués par cette "course à l'échalote" républicaine, qui décrédibilise de plus en plus la fonction même de chef de l'État, aujourd'hui assurée de façon partisane et non plus arbitrale. Mieux vaut des luttes et des débats politiques (et pas seulement sur le terrain électoral) sur les projets gouvernementaux ou municipaux (entre autres), pour la conquête des pouvoirs politiques ministériels, législatifs, régionaux ou municipaux, que ces empoignades stériles pour la conquête de la seule fonction qui ne doit pas être élective : la magistrature suprême de l'État. « *Les républiques françaises sous le patronage et l'arbitrage du roi* » : cette formule résume bien la nécessité institutionnelle d'une monarchie à transmission héréditaire susceptible de libérer l'État des querelles pour la première place, pour mieux rendre aux citoyens des pouvoirs politiques concrets et non plus seulement circonstanciels. ■

Jean-Philippe Chauvin  
jpchauvin.typepad.fr

## Delanoë copine avec Chirac

Qui l'eût cru ? Dans ses vieux jours Jacques Chirac a été tiré d'un mauvais pas par son successeur de gauche à la mairie de Paris ! Il était tourmenté depuis des années par une sale affaire d'emplois fictifs datant de son passage à l'Hôtel de Ville. Cela ne l'avait pas empêché de se faire réélire à la présidence de la République en 2002, parce que, face à Jean-Marie Le Pen, toutes les forces politiques "bien pensantes" s'étaient liguées en sa faveur, « *au mépris de la décence publique* » comme dit Philippe Randa sur son blog ([www.dualpha.com](http://www.dualpha.com)). Le procès pour « *détournements de fonds publics* » et « *abus de confiance* » devait quand même avoir lieu à la fin de cette année. Mais un accord a été trouvé avec Bertrand Delanoë aux termes duquel les vingt et un emplois de complaisance présumés payés entre 1992 et 1995 pour le cabinet du maire de Paris seront remboursés à hauteur de 2,2 millions d'euros. En échange, la mairie de Paris retire sa constitution de partie civile au procès. Si cet accord a été validé par les deux parties, il doit être voté par le Conseil de Paris, fin septembre ou mi-octobre pour entrer en vigueur. Précision : cette somme sera aux trois quarts versée par l'UMP au nom de sa solidarité avec Jacques Chirac. Selon *Le Canard Enchaîné*, ce serait Nicolas Sarkozy lui-même qui aurait négocié l'affaire. Deux réflexions pour finir. Financièrement, cette somme sera prise sur les ressources de l'UMP provenant du financement public des partis, donc un peu sur notre argent à tous... Politiquement on évitera le spectacle d'un ancien président au tribunal, ce qui n'aurait pas été bon pour l'image de la France dans le monde. M. Delanoë recouvrera donc un argent qui avait échappé à la mairie, mais ses amis politiques lui pardonneront-ils cet accord ? C'est son problème. □ M.F.

## L'éducation au respect

Naguère, à l'école, nous nous levions tous spontanément quand le professeur arrivait dans la classe. Luc Chatel, ministre de l'Éducation nationale, a bien raison de souhaiter rétablir cette habitude « *dans le cadre, dit-il, du respect du professeur et de l'incarnation de l'autorité* ». Seulement voilà : il ne suffit pas de se dire favorable à une mesure de simple politesse pour qu'elle s'impose.

C'est toute une éducation qui est à refaire, et dans le climat actuel de beaucoup de lycées et collèges, on en restera au vœu pieux. Quand on tolère certaines tenues débraillées ou la casquette vissée sur la tête (parfois à l'envers), ou quand les élèves disent tout haut des obscénités à leur professeur, comment leur faire comprendre qu'il faut se lever pour le saluer ? Le respect, cela s'éduque et on tolère le relâchement depuis si longtemps qu'il est bien tard dans certains cas pour opérer un redressement. Il faudrait aussi que les professeurs eux-mêmes se rendent respectables. Quand

ils donnent l'exemple du débraillé pour "faire jeune" ou quand ils parlent mal notre langue et ne sont pas exigeants sur l'orthographe, ou quand ils sont laxistes sur la discipline, ou quand ils sont grévistes pour un oui ou pour un non, comment peuvent-ils imposer le respect ?

## S'attaquer à la tête du mammoth

Il y a plus : c'est toute l'institution qui doit se remettre en cause pour se faire respecter. Quand les programmes changent trop souvent, quand les matières

enseignées n'enracinent pas les esprits dans la grande tradition française, quand les élèves en sont à se demander à quoi sert ce qu'on leur enseigne, quand on les garde trop longtemps sur les bancs scolaires où ils s'ennuient en vue d'obtenir un baccalauréat dont ils savent qu'il est dévalué, quand on ne les entraîne pas à l'émulation et au sens du mérite, comment l'école peut-elle leur apparaître comme respectable ? Les réformes depuis quarante ans ont été dévastatrices, il faut aujourd'hui que le ministère apprenne à se respecter lui-même. □ M.F.

## □ HOMMAGE

# Le général Gallois

**Celui que Pierre Pujo admirait pour son sens de la France n'a pas fini de manquer dans le paysage politique français. Nous remercions Paul-Marie Coûteaux d'avoir bien voulu lui rendre hommage dans nos colonnes.**

Le général Pierre-Marie Gallois s'est éteint ce lundi 23 août peu après midi, dans son appartement proche du parc Monceau à Paris ; il était entré dans sa centième année. Celui que nous appelions avec un sourire "le général" était pour nous un ami, mais aussi un maître à penser. Il fut aussi, et peut-être d'abord, un exemple moral, celui d'une vie constamment dévouée à la cause nationale. Car, par-dessus tout, le général Gallois nous a montré ce que peut être une existence entièrement vouée à l'amour et au service de la France, cela en chacun de ses jours, et jusque dans ses derniers. Il y a peu, il dictait ses chroniques pour *Les Manants du Roi*.

## Un soldat qui jamais ne désarme

Pierre-Marie Gallois ne racontait sa vie que par bribes - il ne laisse hélas pas de Mémoires, mais je tiens cependant à signaler la publication en 2008 d'une sorte de biographie intellectuelle fort complète sous la plume de Christian Mollis (éditions de l'Âge d'Homme) ; ainsi que la série d'entretiens qu'il m'accorda en 1997 pour *France Culture* (archives INA, série « À voix nue »). Il fallait ruser pour qu'il accepte d'évoquer les épisodes souvent étonnants de cette vie presque centenaire, qu'il revienne par exemple au détour d'une conversation sur les errements de la politique des partis, sur sa participation à la manifestation patriotique du 6 février 1934 (« elle n'était, disait-il, point tant opposée au parlementarisme qu'à l'impuissance du régime des partis face au péril allemand décrit par l'Action française »), sur l'accueil glacial qu'il reçut de sa famille en rentrant ce soir-là, légèrement blessé...

Dès 1935, étudiant à l'École des Beaux-Arts, (ce qui était conforme à sa vocation de peintre qu'il n'a d'ailleurs jamais abandonnée, excellent notamment dans les trompe-l'œil dont il a orné son appartement, et la célèbre cour de son immeuble), il travaille pour pouvoir suivre des



cours de pilotage, non seulement par goût de l'aviation, mais aussi pour se préparer à la guerre contre l'Allemagne. Alors que tant de résistants aiment à se raconter interminablement, il fallait ruser aussi pour qu'il décrive les conditions incroyablement périlleuses dans lesquelles ce passionné d'aviation bombardait l'Allemagne au sein d'une escadrille de volontaires français, dont la majorité périt en mission ; ou encore la soirée de 1957 au cours de laquelle il convainquit le général De Gaulle de s'intéresser à l'arme nucléaire, développant des heures entières ce qui allait devenir la doctrine française de la dissuasion, laquelle eut cours jusqu'à ces dernières années telle qu'il la formula.

Devenu l'un des plus proches collaborateurs de Marcel Dassault, il contribua à l'expansion de l'aéronautique française pour laquelle ce spécialiste de géopolitique reconnu dans le monde entier, professeur dans d'innombrables écoles de guerre, en Afrique et dans les pays arabes (notamment

en Irak), ouvrit des marchés qui contribuèrent à notre indépendance stratégique.

## Travailleur infatigable

Travailleur infatigable, pédagogue hors pair, il multiplia ouvrages, conférences, émissions, notamment sur *Radio Courtoisie*, mais aussi les réunions et les rencontres de toutes sortes (de nombreux politiques allaient recueillir les avis de cet homme de l'ombre), éclairant bien des aspects méconnus des conflits actuels, ceux d'Irak, de l'ancienne Yougoslavie, devenant l'ami indéfectible du peuple serbe et réparant à lui seul l'incroyable défaut de la France dans cette terrible affaire, ou encore, on va l'entendre, le conflit d'Afghanistan, comme il sut éclairer les ambitions nationales à l'œuvre en Europe sous couvert de construction européenne. « *Au lendemain de la guerre, se lamentait-il, l'Allemagne n'avait plus d'aéronautique, maintenant, sous prétexte d'Europe, elle contrôle la nôtre !* »

Visage lumineux, œil vif, cet esprit clair et tenace, à la mémoire phénoménale, à l'élocution précise et impérieuse, au charme persuasif, exerça une grande influence, souvent méconnue, sur nombre de ceux qui croient en la pérennité d'une authentique politique nationale. À tous, il a montré ce que peut être une vie entièrement vouée à l'amour, au service, au souci unique de la France : c'était ce qu'il appelait son *Devoir de Vérité*, titre de son livre le plus éblouissant (éditions du Cerf, 1999).

## Un exemple et un secret

Aussi grande soit l'influence intellectuelle qu'il a exercée sur nous, son premier héritage est d'abord moral. Il appartenait à cette race d'hommes qui ont fait la grandeur de la France au fil des siècles, ne considérant pas la politique comme on la considère aujourd'hui, une série de ruses, de compromis et de compromissions considérées comme nécessaires pour, comme on dit, "arriver au pouvoir" (ou bien y rester), mais d'abord comme l'expression d'une dette envers la nation, comme l'expression aussi d'un amour, cet amour du peuple tant perdu aujourd'hui, et par-dessus tout comme un service, le service d'un bien supérieur qui participe à l'histoire, c'est à dire le service d'un État multiséculaire.

Cette race d'homme ne doit pas mourir. Aussi étrange qu'un tel dévouement paraisse à beaucoup de nos contemporains, il comportait un secret. Ceux qui ont côtoyé le général Gallois ont en effet compris une chose qui les aura marqués pour toujours : il y a dans ce dévouement quotidien, dans le souci permanent du bien commun, dans l'inquiétude d'un regard constamment à l'écoute du monde, à la compréhension du monde pour y repérer et formuler l'intérêt de la patrie, il y a dans ce travail tenace qui jamais ne désarme, non seulement beaucoup de grandeur, mais aussi une âpre joie, une noble présence au monde, et peut-être même un sens donné à la vie. Ceux qui l'ont connu et suivi, comme je l'ai fait pendant vingt-cinq ans, ont inscrit cet exemple et ce secret en eux, une fois pour toutes. Pierre-Marie Gallois disparaît, mais nul ne doit douter que c'est par l'exemple d'hommes de cette trempe que les militants de la France, et la France elle-même, ne disparaîtront pas. ■

Paul-Marie Coûteaux

## » MALAISE POLICIER

Le site du *Salon Beige* rapporte que le malaise grandit dans la police. Les consignes venant de la hiérarchie indiquent clairement que les "courses-poursuites" ou les "chasses" sont officiellement à proscrire, sauf exception. Et de citer un policier : « *La course-poursuite, c'est devenu un gros mot. Maintenant, il faut parler de "prise en charge", ça fait plus pacifique. Dans les faits, cela revient à faire peser le risque sur chaque policier et en plus sur le service, car en cas d'incident, on sait qu'on ne sera pas forcément soutenu.* » Les forces de l'ordre vivent donc avec cette réalité : s'ils poursuivent un délinquant motorisé, ils ne prennent pas "seulement" le risque d'un accident, mais aussi celui d'une explosion de violences et d'éventuelles sanctions administratives. Avec cela on est pas près de voir la sécurité régner en France malgré les annonces répétées de M. Sarkozy...

## » VOLTE-FACES

L'imprévisible Nicolas Sarkozy renonce à interdire aux parents d'étudiants le cumul de la demi-part fiscale dont ils bénéficient pour conserver leur enfant à charge, avec l'octroi d'une allocation personnalisée au logement (APL). Cet éclair de bon sens dû surtout à des considérations électorales est salué avec soulagement par 80 % des 650 000 étudiants qui touchent l'APL et étaient potentiellement concernés par la suppression de cette niche fiscale, pour un montant allant de 40 à 150 euros par mois et par foyer. Annoncée début juillet parmi les mesures à prendre pour ramener le déficit dans les limites fixées par l'Union européenne, l'amputation de cette aide au logement étudiant était censée rapporter 1 milliard d'euros au gouvernement. Nous avions tout de suite vivement protesté contre cette manière ignoble de réaliser des économies sur le dos des familles, dénonçant la mentalité individualiste et égoïste qui consiste à voir dans l'aide aux familles un cadeau soumis aux fluctuations budgétaires alors qu'elles sont un investissement dans l'avenir. M. Sarkozy semble nous avoir entendus. Dans un communiqué publié jeudi 26 août, il a fait valoir que « *les dépenses destinées à la formation de jeunes doivent être considérées comme un investissement d'avenir, prioritaire pour le pays* ». Tant il est vrai qu'avec ce chef de l'État, tout peut arriver même dans certains cas un éclair de sagesse...

## Réactions officielles

En 2009, une salle portant le nom du général Gallois avait été inaugurée au Collège interarmées de défense, et le général Abrial lui avait rendu hommage au nom de l'armée de l'Air, apprend-on sur le blog *Secret Défense*. Hervé Morin a exprimé « *son émotion* » à l'annonce de sa disparition. Il a salué « *un homme d'engagement* » au service de la France, des « *valeurs républicaines* » et des « *droits de l'homme et de la dignité humaine, comme il l'avait montré en s'élevant contre les dommages causés à*

*la population civile pendant la guerre du Golfe* ». « *C'était aussi un esprit libre* », a poursuivi le ministre de la Défense, « *un homme courageux dont les prises de position critiques et anticonformistes étaient à la mesure de la force de ses convictions. [...] C'était surtout un visionnaire qui s'était affirmé [...] comme l'un des grands maîtres d'œuvre de la stratégie de dissuasion nucléaire française.* »

L'armée de l'Air a rappelé qu'il avait dirigé le cabinet de son chef d'état-major entre 1952 et 1953. « *C'est à cette même période qu'il mène une importante campagne pour que la France se dote de l'arme nucléaire.*

*En 1954, alors devenu l'adjoint du général américain Lauris Norstad à l'Otan, chargé des études stratégiques, Pierre-Marie Gallois convainca le gouvernement français, alors dirigé par Guy Mollet, de fabriquer la bombe atomique. [...] Il achèvera sa carrière militaire en 1957 après avoir exercé ses fonctions à Paris au sein du commandement suprême des forces alliées en Europe. [...] Commandeur de la Légion d'honneur, croix de guerre 39-45, le général Pierre-Marie Gallois était marié et père de trois fils. Il a été l'auteur de nombreux ouvrages dont Stratégie de l'âge nucléaire publié aux éditions Héroïque.* » □

□ UNION EUROPÉENNE

# Le spectre d'un nouvel impôt

En plein été, alors que la "rigueur" venait de s'immiscer timidement à Bercy, un commissaire européen a relancé le projet d'un "impôt européen". Les contribuables seront-ils trahis par Paris ?

Un serpent de mer a ressurgi, au cours de l'été, sous l'impulsion du commissaire européen en charge de la Programmation financière et du Budget, le Polonais Janusz Lewandowski. Selon les révélations du *Financial Times Deutschland* (09/08/2010), il va proposer aux États membres de l'Union la création d'un "impôt européen" - peut-être une taxe sur les voyages aériens ou les transactions financières, rapporte l'agence Reuters.

## Un pavé dans la marre

« Cette nouvelle ne constitue pas une surprise » au yeux d'Alain Bournazel. Sans doute le secrétaire général du Rassemblement pour l'Indépendance de la France (RIF) s'est-il rappelé qu'en novembre dernier, Herman Van Rompuy avait plaidé en faveur d'une taxe environnementale alimentant les caisses de l'UE. De quoi satisfaire le Parlement européen, qui avait regretté, dans une résolution adoptée en 2007, que le financement du budget communautaire « ne contribue pas à la visibilité de l'engagement en faveur de l'intégration européenne ». Quant à Nicolas Sarkozy, présenté comme un « grand briseur de tabous » par Alain Lamassoure, il « avait finalement renoncé à s'attaquer à celui-là, après avoir évoqué l'idée d'un impôt affecté à l'Union européenne durant sa pré-campagne présidentielle » (*Questions d'Europe*, 29/03/2010).

« En dotant l'Union européenne de la personnalité juridique », on lui aurait donné « les moyens de créer un nouvel impôt », prévient Alain Bournazel. Peut-être l'opinion publique y a-t-elle été préparée, tandis qu'on tentait de lui vendre un traité sous l'appel-



lation symbolique de « constitution européenne ». Les "ressources propres" de l'Union n'en demeurent pas moins fixées par le Conseil des ministres, statuant à l'unanimité après consultation du Parlement européen. En outre, la décision des gouvernements « n'entre en vigueur qu'après son approbation par les États membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives » (article 311-3 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne). Dans ces conditions, « l'impôt européen n'a pas la moindre chance d'aboutir », estime Nicolas-Jean Brehon (*Le Monde*, 16/08/2010). D'autant que Paris, Berlin et Londres l'ont d'ores et déjà condamné. « Nous jugeons cette idée [...] parfaitement inopportune », a déclaré à l'AFP Pierre Lellouche,

le secrétaire d'État en charge des Affaires européennes. La Commission aura vraisemblablement jeté un pavé dans la marre dans l'espoir d'arracher aux États une petite rallonge budgétaire, susceptible désormais d'apparaître comme un "moindre mal" devant les électeurs.

## Trois ressources

Les recettes de l'UE devraient s'élever cette année à quelque 122,9 milliards d'euros. Elles proviennent, principalement, des droits de douane perçus sur les importations en provenance des pays tiers, d'une "ressource TVA", et d'un prélèvement sur le revenu national brut (RNB) de chaque État membre. « Bien qu'il s'agisse d'un élément d'équilibrage, cette ressource constitue aujourd'hui la

source de revenu la plus importante et représente 76 % des recettes totales », souligne la Commission européenne. Contre 11 % en 1988. « Tout se passe comme si l'Union était financée, non par ses 500 millions de citoyens, mais par vingt-sept contribuables - les vingt-sept ministres du Budget », constate Alain Lamassoure. En effet, « les deux principales ressources [...] ne diffèrent en rien des contributions nationales classiques qui financent les organisations internationales », confirme Nicolas-Jean Brehon (*Dictionnaire critique de l'Union européenne*, Armand Colin).

## Nostalgie européiste

« Ce n'était pas l'intention des pères fondateurs », déplore Janusz Lewandowski. Le Parlement européen l'avait rappelé : « La première Communauté européenne, la Communauté européenne du charbon et de l'acier, créée le 23 juillet 1952, était financée par un véritable système de ressources propres, fondé sur un prélèvement opéré sur chaque tonne d'acier produite, payable directement par les sociétés fabriquant du charbon et de l'acier au budget de la CECA. » Preuve que la "marche forcée" vers le fédéralisme ne vas pas sans quelque accros.

Le Parlement européen voudrait « redonner vie à la lettre et à l'esprit des traités fondateurs ». Mais sans révolution juridique, puisqu'il « estime que, comme le prévoient les traités [...], la souveraineté fiscale doit demeurer du ressort des États membres qui pourraient toutefois autoriser l'Union, pour une période limitée et révoquant à tout instant, à bénéficier directement d'une certaine proportion des prélèvements fiscaux, comme c'est le cas dans la plupart des États membres à l'égard de leurs collectivités régionales ou locales ». Autrement dit, si un impôt "européen" devait être institué à court ou moyen terme, ce serait en marge du contrôle de Bruxelles. N'en déplaise aux idéologues, les États n'ont pas dit leur dernier mot. ■

Grégoire Dubost

## Diplomatie européenne

□ SEAE - Réunis en Conseil des ministres, les représentants des gouvernements de l'UE ont officialisé, par une "décision" du 26 juillet, la création du Service européen pour l'Action extérieure (SEAE), innovation majeure du traité de Lisbonne. Tandis que l'ensemble des États membres en profiteront vraisemblablement pour renforcer - timidement - leur coopération consulaire, quelques pays, comme la Suède, la Bulgarie ou les Pays-Bas, auraient « déjà prévu de fermer toute une série d'ambassades et d'utiliser les moyens de l'Union », annonce (peut-être hâtivement ?) notre confrère Jean Quatremer (*Couloirs de Bruxelles*, 26/07/2010).

□ ONU - En tant que Haut Représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères et la Politique de sécurité, et patron du SEAE, M<sup>me</sup> Catherine Ashton devrait être autorisée à s'exprimer devant l'Assemblée générale des Nations Unies. Mais non devant le Conseil de sécurité, où la France et le Royaume-Uni « ne supporteraient pas de perdre leur influence », selon Euractiv (27/08/2010).

□ FÉMINISME - Soucieuse d'instaurer la parité dans son service, M<sup>me</sup> Ashton devra compter avec le "machisme" des rédacteurs du traité de Lisbonne. En effet, selon les juristes du Conseil, sollicités très sérieusement à ce sujet, il ne sera pas possible de féminiser le nom de sa fonction dans les actes officiels de l'Union. « Haute Représentante » demeurera néanmoins dans les communiqués et les documents de travail. (Bruxelles 2, 05/08/2010)

## Le Plat Pays germanophone

Rien de tel que la flânerie pour interroger passants et commerçants germanophones, et savoir comment ils vivent "l'évaporation" de la Belgique.

Avec sa belle église baroque coiffée de ses deux tours vertes, quelques maisons de maître ou anciens couvents datant du XVIII<sup>e</sup> siècle, dont l'un abrite le Rathaus (l'hôtel de ville), Eupen est une jolie petite ville allemande. Sauf qu'elle est belge depuis 1920, en application du traité de Versailles. Peuplée de 18 000 habitants, elle est la capitale d'une communauté germanophone de 80 000 membres. Une chocolatière constate « une recrudescence du "parti" germanophone. Celui des gens qui ne veulent entendre parler qu'allemand. Si jamais la Belgique éclatait, nul doute qu'Eupen choisirait de retourner à l'Alle-

magne. Là est pour [ses habitants] le Heimat, la patrie. D'ailleurs, en 1940, lorsque les troupes allemandes sont entrées, elles ont été accueillies à bras ouverts. »

## Le souvenir de l'épuration

Gérard Crémer se livre à l'exégèse de ces propos ; il est le rédacteur en chef du *Grenz Echo*, un journal belge de langue allemande né en 1927 pour "belgiciser" les populations - ce qui a réussi à partir des années soixante-dix et des lois de régionalisation : « Après la guerre, tout germanophone était tenu pour un nazi. On licenciat les instituteurs et les professeurs pour les remplacer par des francophones. La suspicion était partout. » Les Cantons avaient été incorporés au Reich et les hommes enrôlés. Volontairement pour les uns, de force pour d'autres. Sur les 8 000 conscrits, 3 400 furent tués. Beaucoup à l'Est. Malmedy est une commune francophone. Les relations ne sont pas toujours sans nuage : « Les germanophones éprouvent

souvent de la compréhension pour les thèses flamandes. Ils ont vécu ce que les Flamands ont connu au contact des francophones qui vivent chez eux. De la même manière, ici, la plupart des francophones n'ont jamais appris un mot d'allemand. Ce sont toujours les germanophones qui devaient s'adapter et fournir un effort. Aujourd'hui, avec les jeunes générations, cela se passe un peu mieux. Mais la roue a tourné. Les germanophones ont "désappris" le français. Ils le parlent moins et moins bien. »

## Une communauté divisée

Que se passerait-il si la Belgique implorait ? Il en serait de même pour la communauté germanophone. Bien que réduite à 80 000 membres, elle ne connaît aucune unité de vue. Eupen irait à l'Allemagne, Saint-Vith sans doute au Grand Duché de Luxembourg, et Malmedy se voudrait une ville wallonne. Mais il y a aussi ceux qui aspirent à une indépendance analogue à celle

du Liechtenstein. « Pourquoi pas, puisque en population nous le dépassons ? » Sans parler de regroupements régionaux dans le cadre européen, telle "la grande région d'Europe", déjà existante. Gérard Crémer établit un constat qui a le tranchant du scalpel : « Le germanophone comprend mieux la politique allemande. L'électeur en Allemagne sait où va sa voix. Pas l'électeur belge. Par contre, si nous devions redevenir allemands, qui songerait à nous à Berlin, alors que dans le cadre belge, nous sommes une minorité protégée ? » La remarque vaut pour les Wallons "rattachistes". Dans le cadre français, ils auraient le statut d'une préfecture ! Il n'empêche que la Belgique n'est plus un exemple pour l'Europe. Son éclatement eut jadis été considéré comme la fin du monde. Plus maintenant. Propos désabusés ? De plus en plus, aux yeux de beaucoup, la Belgique ne semble pas être un projet mais une nostalgie. ■

Charles-Henri Brignac

## ITALIE

## Le retour des vieux démons

Sortie victorieuses des élections législatives d'avril 2008, la droite italienne vole en éclats. En cause : la rivalité opposant Gianfranco Fini à Silvio Berlusconi. Cela sur fond de nouveaux scandales.

C'est une histoire classique, celle d'un "dauphin" auto-proclamé qui s'impatiente devant la longévité politique du chef et ancien allié. Effective depuis la fin juillet, la rupture entre Silvio Berlusconi et Gianfranco Fini est l'aboutissement d'une rivalité qui n'a fait que s'exaspérer depuis les élections législatives anticipées d'avril 2008, un scrutin largement remporté par la droite.

## Les métamorphoses de Gianfranco Fini

Ayant sévèrement sanctionné les partis de gauche et renvoyé à ses utopies Romano Prodi, les Italiens avaient alors plébiscité la coalition conduite par Berlusconi et formée de son propre parti, Forza Italia, de l'Alliance nationale (AN) dirigée par Gianfranco Fini, et de la Ligue du Nord d'Umberto Bossi, combinaison à laquelle s'étaient agrégés quelques petits partis. Une majorité confortable, à la Chambre comme au Sénat, mais les chiffres ne révèlent pas tout de la réalité. On n'allait pas tarder à s'en apercevoir.

À la faveur de cette victoire électorale, Gianfranco Fini accédait à la présidence de la Chambre des députés et disposait dès lors d'une position stratégique, s'agissant notamment de l'organisation du travail parlementaire. Au fil des mois - et des ennuis judiciaires ou matrimoniaux du président du Conseil -, Fini allait s'employer à contrarier plusieurs projets gouvernementaux, à l'exception notable du plan d'austérité voté cet été. En même temps, il gauchisait son discours sur des thèmes chers aux "progressistes" comme la laïcité, l'avortement, l'euthanasie, l'homosexualité ou encore l'immigration.

Que de chemin parcouru par l'ex-néofasciste du Mouvement social italien (MSI) qui, il est vrai, n'avait pas hésité à liquider l'héritage idéologique en créant l'Alliance nationale. Au congrès constitutif de Fiuggi en janvier 1995, Gianfranco Fini, alors secrétaire général du MSI-Alliance nationale, avait fait voter des motions condamnant toute forme de racisme et de totalitarisme, ainsi que la législation raciale adoptée par le fascisme en 1938. Quelques dissidents, refusant de « trahir les valeurs fascistes », fondèrent le MSI-Fiamma tricolore, sans toutefois parvenir à s'imposer dans le jeu électoral. Quant à l'AN, elle pouvait maintenant se considérer comme « un parti à vocation gouvernementale ». L'évolution, tout entière guidée par l'ancien compagnon de route de Giorgio Almirante et Pino Rauti, aboutira au printemps 2009 à l'absorption d'AN par le Peuple de la liberté, le nouveau parti berlusconien.



Que de chemin parcouru par l'ex-néofasciste du Mouvement social italien !

Pour Fini, ce n'est pas un effacement mais au contraire un nouveau tremplin. Président de la Chambre des députés, il est déjà le troisième personnage de l'État. L'entrisme a toutefois des limites. De querelles en provocations, en avril dernier Fini est mis en minorité au sein de la direction du PDL, le Cavaliere lui demandant alors - en vain - de démissionner de la présidence de la Chambre.

## Rupture

Rappelons, on l'oublierait presque, qu'un mois auparavant les partis de droite avaient obtenu des résultats inespérés aux élections régionales. L'épilogue de la dispute, non de la crise, s'est produit à la fin juillet : excédé, Silvio Berlusconi a proprement mis à la porte le cofondateur du PDL. Dans sa disgrâce, Gianfranco Fini a entraîné trente-trois députés et une dizaine de sénateurs pour former au parlement des groupes autonomes intitulés Futur et Liberté pour l'Italie (FLI). Formellement, Berlusconi ne dispose plus que d'une majorité relative. Cependant, les *finiani* (fidèles à Fini) disent refuser la politique du pire, tout en se réservant la possibilité de se déterminer de cas en cas. Ainsi se sont-ils abstenus le 4 août, à l'instar des centristes de l'UDC, lors du vote sur la motion de censure déposée par l'opposition de gauche et rejetée grâce aux seules voix du PDL maintenu et de la Ligue du Nord. Pour clarifier la situation et compter sa majorité, le président du Conseil prévoit de poser ce mois-ci la question de confiance sur un programme prioritaire en cinq points : réforme fiscale, mise en œuvre du fédéralisme réclamé

par Umberto Bossi, aide au Mezzogiorno, réforme de la Justice, renforcement de la lutte contre la criminalité et l'immigration clandestine.

## Manœuvres

Faute de majorité suffisante et stable, Silvio Berlusconi - encouragé en ce sens par Bossi - opterait pour des élections anticipées. Encore que, constitutionnellement, la décision de dissoudre le parlement et de convoquer des élections appartienne au président de la République, Giorgio Napolitano, un ancien communiste élu au Quirinal en 2006 par une majorité parlementaire de centre gauche. Napolitano pourrait au préalable lancer des consultations pour tenter de dégager une nouvelle majorité, un scénario qui, en cas de succès, permettrait d'écarter Berlusconi du pouvoir sans avoir à abrégé la législature. Le nom de l'actuel

ministre de l'Économie, Giulio Tremonti, qui jouit d'un préjugé favorable au centre gauche, est parfois cité pour diriger un gouvernement *tecnico* de transition. Cette hypothèse hasardeuse comme celle de l'émergence d'un "troisième pôle", centriste, s'ajoute à une profusion de rumeurs qui enflamment aujourd'hui le milieu politico-médiatique. Sur quoi se greffent divers scandales plus ou moins avérés. Personne, ou presque, n'est épargné. Gianfranco Fini, qui jusqu'alors cultivait une réputation d'intégrité pour se démarquer du Cavaliere, se retrouve maintenant empêtré dans une curieuse affaire immobilière.

## Une ténébreuse affaire

À l'origine, un héritage : en juin 1997, la comtesse Anna Maria Colleoni désigne comme légataire de son immense fortune l'Alliance nationale, « au nom d'idéaux communs » ; quand meurt deux ans plus tard cette descendante du fameux *condottiere* Bartolomeo Colleoni, les idéaux ont fait place à la politique politicienne. La gestion des biens hérités passe alors de sociétés exotiques en sociétés opaques, disons *offshore*, jusqu'à ce que le Parquet de Rome ouvre cet été une enquête contre inconnu pour « escroquerie aggravée et appropriation indue ». Une procédure qui, jusqu'à présent, ne concerne qu'un appartement de Monte-Carlo occupé, sans explication convaincante, par un frère de la compagne de Gianfranco Fini.

Cette affaire n'aurait peut-être pas pris une telle ampleur si le quotidien milanais *Il Giornale*, propriété de la famille Berlusconi, n'en avait révélé des détails troublants qui font dire à la veuve de Giorgio Almirante, Assunta, que « Fini est grillé » et que, désormais, elle reporte sa confiance sur Ignazio La Russa, ex-MSI, ex-AN, actuel ministre de la Défense et coordinateur national du parti majoritaire.

En l'état actuel des choses, les velléités des *finiani* se dispersent entre l'attrait du centrisme et la cohérence droitière, sous les quolibets d'Umberto Bossi ; tandis que l'opposition de centre gauche peine à se faire entendre. Le jeu démocratique reste ouvert... Ouvert aux vieux démons de la partitocratie. ■

Guy C. Menuisier

## Kadhafi en terre chrétienne

Au début de la semaine, le colonel Kadhafi est arrivé en grand équipage à Rome pour marquer le deuxième anniversaire de la signature du traité d'amitié italo-libyen, censé avoir mis fin au contentieux sur la période coloniale. Un des temps forts de cette visite aura été un spectacle équestre donné dans la banlieue nord de Rome, devant quelque huit cents invités, principalement du monde économique. En

deux ans, l'Italie est devenue le troisième investisseur européen en Libye. Mais le Guide libyen n'est pas venu à Rome uniquement pour parler "business", ou encore du refoulement des immigrés subsahariens. À cinq cents étudiantes qu'il avait invitées, Mouammar el Kadhafi a offert des exemplaires du Coran et assuré que « l'islam devait devenir la religion de toute l'Europe ». Gros émoi de la Conférence épiscopale, qui trouve que cette « provocation » tombe mal, alors que trop d'Européens oublient leurs racines chrétiennes. □

## » RAFALE SUISSE

Faute de moyens financiers suffisants, le Département fédéral de la Défense a décidé le 25 août de différer l'acquisition d'un nouvel avion de combat. Une loi, dite de frein à l'endettement, en est la raison officielle. La Suisse va donc conserver ses Tiger vieux de plus de trente ans et ses F/A-18 beaucoup plus récents. Les espoirs de l'avionneur Dassault sont une nouvelle fois déçus. La situation sera ré-examinée dans cinq ans. Mais pour les trois candidats en lice, qui avaient fait l'objet d'une évaluation complète en 2008 - le Rafale français, l'Eurofighter du consortium EADS et le Gripen de Saab - tout est pratiquement à refaire. Le Conseil fédéral estime que les trente-trois F/A-18 dont il dispose suffisent actuellement « pour remplir les tâches de police aérienne ». Le gouvernement fédéral juge plus urgent de remédier aux « lacunes » que présenterait l'armée de Terre. □ G.C.M.

## » RÉGIME MILITAIRE

L'armée britannique se prépare à une réduction drastique de son budget. La Royal Air Force, particulièrement affectée, pourrait perdre un sixième de ses hommes et plus de la moitié de ses appareils. Le nombre d'avions de chasse Eurofighter Typhoon diminuerait de 40 %, les commandes étant réduites de 160 à 107. Le programme A400M serait néanmoins sauvé. (Bruxelles 2, 28/07/2010)

## » RENSEIGNEMENT

Un Français, Patrice Bergamini, a pris la tête du SITCEN, le centre de renseignement de l'Union européenne. C'est une « petite révolution », commente notre confrère Nicolas Gros Verheyde (Bruxelles 2, 28/07/2010). En effet, lors de l'intégration de ce service à l'UE, il y a bientôt dix ans, le Royaume-Uni avait exigé qu'il soit dirigé par un Britannique. Albion a donc assoupli sa position. « Le SITCEN comprend une centaine de personnes, essentiellement détachées des États membres, et est divisée en plusieurs unités », précise notre confrère : « le centre de communications qui gère les affaires consulaires notamment pour coordonner l'action des États membres en cas d'accident ou de catastrophe à l'étranger (comme à Haïti, récemment) ; une unité d'analyse, qui livre quotidiennement (voire plus) une analyse des événements qui se sont passés dans le monde et une unité opérationnelle. Le SITCEN est une des seules entités à assurer 24h/24 365 jours par an, dans un bureau très discret de l'UE. »

IRAK

# Le fiasco américain

Les "boys" regagnent les États-Unis, abandonnant un champ de ruines, sur lequel continueront néanmoins de veiller 50 000 hommes, censés assister des forces irakiennes insuffisamment préparées.



Le 1<sup>er</sup> septembre, Washington a officiellement achevé le repli de ses troupes de combat. Au "pays", on organise avec un grand déploiement médiatique l'accueil des "boys" de retour chez eux. On tient à donner l'impression d'une fin heureuse, rassurer l'opinion, faire oublier le fiasco annoncé depuis longtemps. On apercevra vite, on aperçoit déjà, que la guerre d'Irak aura été encore plus humiliante que celle du Vietnam pour la plus grande puissance du monde. Une des pires défaites qui soient. Il restera encore 50 000 hommes en Irak. Ils devraient, en principe, avoir quitté le pays avant la fin de 2011. Au-delà de cette date, Washington gardera le contrôle de l'espace aérien irakien et un

nombre indéterminé de conseillers resteront sur place pour "former" et "encadrer" l'armée irakienne - des milliers peut-être, autant de cibles pour les insurgés. L'armée irakienne est supposée assurer désormais la sécurité du pays. Or son commandant en chef, le général Zébari, a déclaré haut et fort qu'elle ne serait pas prête avant.... 2020.

## Pas de gouvernement

Encore pire, depuis six mois, l'Irak n'a pas de gouvernement et n'est pas prêt d'en avoir un de sitôt, par suite de l'anarchie et des divisions politiques, ethniques et religieuses. La "démocratie" imposée par les Américains n'a rien résolu. Bien au contraire.

Une large partie de l'opinion l'a sans doute déjà oublié en France, et les plus jeunes l'ignorent probablement, mais l'invasion de l'Irak par les troupes américano-britanniques (et quelques autres) en mars 2003 fut une opération illégale, sans mandat de l'ONU, motivée par la haine portée à Saddam Hussein et surtout par de sordides intérêts pétroliers. C'était l'honneur de la France, et de quelques autres pays qui l'ont suivie, de dénoncer dès le début cette opération et de prévoir ce qui allait arriver.

Certes, le régime dirigé par Saddam Hussein a été renversé et lui-même exécuté par suite d'une parodie de justice, dans des conditions que l'on sait. Certes, des centaines de journaux de toutes

obédiences paraissent en Irak et un parlement a été élu à peu près convenablement. Mais la démocratie, qui devait servir de modèle à l'ensemble du monde musulman, n'est qu'anarchie, corruption et désordre. Et pour l'"installer", Washington a dépensé environ 1 000 milliards de dollars, principale cause de ses problèmes budgétaires actuels. Sans oublier que le nombre de ses pertes humaines est presque le double de celui des victimes des attentats du 11 Septembre, et que celui des victimes civiles irakiennes, après la fin de la guerre, dépasse largement les 120 000.

L'Irak est un champ de ruines. Les services publics, eau et électricité, sont, presque huit ans après l'invasion, moins du tiers de ce qu'ils étaient sous les bombes américaines. L'insécurité totale y règne, sauf dans la région kurde. La guerre civile a pratiquement commencé. L'Irak est redevenu le terreau du terrorisme qu'il était après la chute de Saddam Hussein. Rien ne marche plus dans ce malheureux pays.

## Un beau gâchis

Le régime de Saddam Hussein était, certes, exécrable, une dictature implacable, presque un système totalitaire. Mais tout au moins, avant la guerre Iran-Irak, encouragée par Washington, ne l'oublions pas, le pays était prospère, les communautés y vivaient en paix, la liberté religieuse régnait, et les services publics étaient les meilleurs du monde arabe, même comparés à l'Égypte. Saddam a été renversé et exécuté, mais on a réussi à le faire regretter par une bonne partie de l'opinion irakienne qui n'est unanime que sur un seul point, le rejet et la détestation des États-Unis. Beau gâchis.

Les Américains avaient hâte de fermer le désastreux chapitre irakien. Le président Obama l'avait promis lors de sa campagne électorale. En prévision de la défaite annoncée des élections de mi-mandat en novembre prochain, il avait accéléré le début du désengagement et le retour au pays des soldats américains. Néanmoins, la situation en Irak reste plus grave que jamais. L'Irak, en état d'implosion, est redevenu une poudrière. ■

Pascal Nari

## » RIP

Mardi 24 août, l'adjudant-chef Richard Guilloteau, du 40<sup>e</sup> régiment d'artillerie de Suippes (Marne), est décédé au Liban dans un accident de VAB (véhicule de l'avant blindé). Âgé de quarante-six ans, il était marié et père de trois enfants. Deux autres soldats ont été blessés après que le véhicule se fut retourné.

Avec près de 1 500 soldats, la France est le deuxième contributeur de la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (Finul), qui dispose aujourd'hui de 11 500 hommes, et dont le mandat vient d'être prorogé d'un an par le Conseil de sécurité. Au préalable, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon avait salué le « rôle positif » de cette force qui aurait « contribué à créer un nouvel environnement stratégique dans le Sud du Liban », où elle veille au respect de l'arrêt des combats depuis le conflit d'août 2006. Selon le ministère de la Défense, le Conseil de sécurité a toutefois exprimé « son inquiétude face au regain de tension observé cet été ».

## » ATALANTA

Depuis le 14 août, et pour la première fois, la France assure le commandement de l'état-major tactique de l'opération Atalanta, qui lutte contre la piraterie au large de la Somalie. « La frégate anti-sous-marin (ASM) De Grasse est désormais au cœur du dispositif maritime de l'Union européenne », a annoncé le ministère de la Défense. « À son bord, le contre-amiral Philippe Coindreau aura pour mission de coordonner l'ensemble des moyens navals et aériens de la force pendant quatre mois. Au total, neuf nations prennent part à cette opération, mettant à disposition une vingtaine de bâtiments et avions, soit plus de 1 800 militaires. »

## ÉTATS-UNIS

### La mosquée de la discorde

Rarement, depuis des années, l'opinion américaine a été autant agitée à propos d'un problème, qui n'aurait pas dû soulever la moindre polémique.

Il s'agit de la construction d'une mosquée, financée largement par des capitaux en provenance des pétro-monarchies du golfe Persique, à quelques pas de "Ground Zero", lieu des attentats du 11 Septembre perpétrés par des islamistes radicaux qui ont provoqué plus de 2 600 morts. La liberté religieuse, et donc la libre construction des lieux de culte, est formellement garantie par la constitution amé-

ricaine. Elle est reconnue et respectée par l'ensemble des citoyens des États-Unis, qui en sont fiers et le disent à juste titre. Mais, cette fois, l'émotion de l'Amérique profonde est totale. Les sondages montrent que plus de 65 % des Américains sont hostiles à ce projet, même si, pour calmer le jeu, ses initiateurs en ont changé la dénomination en « centre culturel ».

L'intervention du président Obama, jugée maladroite même par ses partisans, n'a fait qu'exaspérer la grogne et les protestations. Au cours d'un *iftar* (repas pour rompre le jeûne du ramadan) offert à la Maison-Blanche, initiative déjà controversée, le président a vigoureusement défendu le projet, allant jusqu'à louer l'esprit de tolérance qui prévaut dans le monde musulman. On devine le tollé. C'est une arme redoutable qu'il a ainsi fournie à ses adversaires. Samedi dernier, au cours d'une

manifestation monstre au cœur de Washington, les déclarations du président constituaient le principal grief adressé au chef de l'État. L'excessive Sarah Palin, passionaria de la droite conservatrice américaine, n'a pas raté l'occasion.

## Profanation et complot juif

Même la fille d'une des trois victimes iraniennes des attentats, Néda Bolourchi, a pris ouvertement fait et cause pour les adversaires de la construction du centre. Son intervention, au cours d'une manifestation organisée à Los Angeles par de nombreux Iraniens, puis dans un article publié par le *Washington Post*, a eu un grand retentissement en Amérique. Les adversaires du projet ne pouvaient trouver meilleur avocat. M<sup>me</sup> Bolourchi juge cette initiative « regrettable » ; elle parle d'« encouragement

au radicalisme islamiste » et d'« insulte aux victimes de l'attentat ». Le président Obama, comme le maire de New York, et quelques intellectuels de gauche américains, ont raison sur le plan strictement juridique. Le projet, quelle qu'en soit la dénomination, n'en demeure pas moins une erreur, un faux-pas et probablement une provocation. L'endroit est un lieu symbolique et chargé d'émotion pour les Américains, tous les Américains. Il est donc compréhensible qu'une majorité d'entre eux réprovoient comme une profanation, d'autant plus que deux des trois membres du comité de gestion du projet ont évoqué l'existence d'un complot juif à propos des attentats du 11 Septembre ! L'affaire continue et s'amplifie. La prise de position du président Obama risque de lui coûter cher lors des élections cruciales du mois de novembre. ■ P.N.

## DÉFENSE

# La France dans le borbier afghan

Tandis que les soldats français continuent de tomber en Afghanistan, les autorités semblent vouloir se prévenir de la défiance de l'opinion publique... Du reste, la coopération civile n'est-elle pas « une coûteuse illusion » ?

Lundi dernier, 30 août, l'adjudant Hervé Enaux, du 35<sup>e</sup> régiment d'infanterie de Belfort, est décédé en Afghanistan, après que son VAB (véhicule de l'avant blindé) fut tombé dans un ravin dans la vallée d'Uzbin. Âgé de trente-cinq ans, il était marié et père d'un petit garçon de trois ans. Sept jours plus tôt, le lieutenant Lorenzo Mezzasalma et le caporal Jean-Nicolas Panezyck, appartenant au 21<sup>e</sup> régiment d'infanterie de marine de Fréjus, avaient été tués au sud de Tagab. Tandis qu'il prononçait leur hommage funèbre, le président de la République a affirmé qu'il portait en lui « la tragédie de chacune de ces vies interrompues dans la fleur de l'âge ». Il a assuré que leur souvenir renforçait « en chacun de nous la détermination à poursuivre notre engagement au service de la France », qui restera en Afghanistan « aussi longtemps que nécessaire ».

## Discours de fermeté

Ce discours de fermeté semble s'inscrire dans une contre-offensive médiatique entamée par les autorités militaires après la "sotie" du général Desportes. Il faut compter, en effet, avec la défiance de l'opinion publique : alors que les Néerlandais ont opéré leur retrait le mois dernier, la tentation de les imiter gagnerait du terrain en Finlande (*Bruxelles 2*, 24/08/2010). La crainte d'une "contagion" à la France explique peut-être l'intensification de la communication observée sur les sites Internet de la Défense nationale, où les opérations humanitaires sont d'ailleurs quelque peu éclipsées par des articles traitant de questions plus militaires. Le 17 août, par exemple, l'état-major des armées a mis en exergue, vidéo à l'appui, « trois tonnes de munitions saisies grâce à la population ». Le 24, il a rendu compte du quotidien des soldats engagés en Kapisa : « Dans la matinée deux soldats sont blessés, l'un assez sérieusement doit être brancardé. Sur plus d'un kilomètre d'un vrai parcours du combattant, refaisant le chemin dans l'autre sens, transportant leur camarade blessé qui fait bonne figure dans son brancard souple, les soldats grimacent dans l'effort en sautant fossés et murets, se relayent, se postent quand des rafales claquent puis repartent au milieu des vergers ne cessant jamais leur effort. Dans l'extrême chaleur de midi, les fronts ruissellent, les chemises ne sont plus que sueur sous les gilets pare-balle qui semblent un peu moins lourds depuis qu'ils ont sauvé la vie de deux camarades. »

La preuve est ainsi donnée que tous nos soldats n'ont pas été reconvertis au service des ONG !



Sans doute sont-ils d'ailleurs en partie destinataires de ces messages. Faut-il, cependant, mépriser la coopération civile en Afghanistan ? Le budget que lui consacre la Paris est passé de 20 à 40 millions d'euros environ entre 2008 et 2009. Autant d'argent investi dans des programmes censés « faciliter la reprise du dialogue entre les populations locales [...] et les autorités nationales » et « concourir à l'acceptation de la présence des troupes, en répondant rapidement aux besoins essentiels de personnes habitant des zones à caractère essentiellement rural et agricole », selon les explications d'Amaury de Féligonde, auteur d'une étude publiée par l'IFRI.

## Efficacité limitée...

Sont combinées actions à impact immédiat (distribution à grande échelle d'intrants agricoles, programme de santé infantile) et opérations à moyen ou long terme (lancement d'activités, avicoles ou piscicoles d'une part, assistance des conseils municipaux ou infrastructures lourdes d'autre part). « Leur efficacité est toutefois limitée par la persistance au sein de la communauté internationale, d'une triple illusion, selon laquelle l'aide serait toujours bénéfique et souhaitée par une population considérée à tort comme homogène et à laquelle on prétend imposer des normes ou des "bonnes pratiques" censées résoudre le problème de la corruption. »

Moult acteurs négligeraient la "capacité d'absorption" des bénéficiaires de l'aide au développement. Laquelle « introduit systématiquement des déséquilibres, potentiellement destructeurs », et suscite souvent des tensions. Ainsi le contrôle des tracteurs fournis par un projet de coopération français a-t-il provoqué des altercations entre chefs tribaux... L'auteur met en garde contre la multiplication « des mendiants corrompus » et fustige « un ministre qui, médecin, insiste pour que des projets de santé soient systématiquement financés dans les régions qu'il visite ». « Dans ce contexte instable, où le futur n'est pas garanti », il lui semble « étonnant de constater que deux errements ont la vie dure. L'un concerne la volonté de créer à tout prix des unités industrielles. [...] L'autre erreur a trait aux exportations, qu'il faudrait s'efforcer de favoriser. [...] Il se trouve ainsi que nombre de produits agricoles [...] sont achetés sur pied par des intermédiaires pakistanais, et stockés au Pakistan, faute de circuits, d'organisation, de capacités de stockage locaux, le temps d'être revendus, hors saison, en Afghanistan. »

Il conviendrait de favoriser au maximum l'"afghansiation" des projets. En la matière, la France fait plutôt figure d'exemple, puisque les équipes qu'elles déploie comptent 95 % de personnels locaux, y compris parmi les chefs de projet. Pour la construction de petites infrastructures, « la solution idéale est d'utiliser

la main d'œuvre issue des villages bénéficiaires, afin de maximiser les revenus allant directement aux communautés visées, mais aussi de bénéficier d'ouvrages construits par la population, et donc préservés par elle ». Il a été constaté à Kandahar que des ouvrages construits suivant ce modèle communautaire n'avaient pas fait l'objet de destructions largement observées ailleurs.

## La démocratie, ennemie du temps

Certes, « dans les districts de Kapisa et Surobi, l'expérience semble montrer qu'il n'y a aucun rapport de cause à effet direct, ou immédiat, entre aide civile ou civilo-militaire, et acceptation de la force ; entre les projets de développement et la reconnaissance de l'état afghan par les populations. » Mais « les actions de développement ne sont en effet qu'une des nombreuses composantes des opérations de stabilisation. Les actions de sécurisation [...] et de gouvernance [...] sont tout aussi cruciales » Pour preuve, il est reconnu « que l'attrait que les mouvements insurgés, et les "talibans", peuvent exercer sur les populations est en partie liée à la capacité de ces derniers à rendre une justice relativement efficace et équitable, quoique souvent expéditive, ce dont n'est pas toujours capable le gouvernement afghan ».

Bien que son constat soit sévère, Amaury de Féligonde récuse en définitive tout défaitisme. « Encore faudrait-il que les acteurs civils et militaires poursuivent leur action dans la durée [...] en n'abandonnant pas trop rapidement des forces de sécurité afghanes encore faibles. » N'en déplaise à Ségolène Royal, « notre action au service de la paix ne doit pas être soumise à des calendriers artificiels », « ni aux humeurs médiatiques », selon l'expression du chef de l'État, intervenu le 25 août devant les ambassadeurs. Mais n'est-il pas lui-même le prisonnier de l'opinion ? On croit parfois seulement lui donner des gages... Hélas, comme l'a souligné Romain Mielcarek, « c'est également un jeu dangereux pour les hommes et les femmes d'armes qui participent aux opérations sur le terrain, partagés entre deux réalités. Eux-mêmes constatent la dualité des discours. Quand ils sont en France, ils entendent les politiques parler de départ. Quand ils sont sur le théâtre d'opérations, ils ne peuvent constater que leur présence sera nécessaire encore longtemps. » (*Alliance géostratégique*, 22/08/2010) Cela n'est pas de nature à conforter le moral des soldats, déjà fragilisé par la rigueur des règles d'engagement. ■

## » JACK EN MISSION

Les Nations Unies ont offert une nouvelle mission à Jack Lang. Nommé « conseiller spécial sur les questions juridiques liées à la piraterie au large de la Somalie » l'ancien ministre, qui fut aussi professeur de droit international, sera censé étudier les options facilitant la poursuite des pirates. (*Bruxelles 2*, 26/08/2010)

## » BOUTIQUIERS

Les négociations se poursuivent avec les Émirats arabes unis, auxquels la France espère vendre soixante Rafale. Entre autres "à-côtés", les Émirats auraient demandé que leurs hommes soient formés aux techniques les plus pointues du GIGN. Un compromis aurait été trouvé selon Jean-Dominique Merchet : « En cas de prise d'otage à bord d'un avion aux Émirats, c'est le GIGN qui interviendrait directement, à charge pour les Émirats d'assurer le transport. » (*Secret Défense*, 30/08/2010)

## » OPTIMISME

Alors que Paris soutient la création d'un État palestinien d'ici le premier trimestre 2012, le ministre des Affaires étrangères a annoncé le 26 juillet le rehaussement du statut de la Délégation générale de Palestine en France. Dorénavant, son chef sera désigné sous le titre d'"ambassadeur, chef de Mission de Palestine", et lors de son arrivée en poste, il sera porteur d'une lettre de créance remise au président de la République. Optimiste, Bernard Kouchner a affirmé que « le moment [était] venu de bousculer les agendas, les conservatismes et les frilosités pour régler un conflit qui n'est pas régional mais mondial dans ses conséquences ».

## » DÉMONSTRATION

Commentant l'entrée en activité de la centrale nucléaire de Bouchehr, le Quai d'Orsay a souligné que ce projet iranien s'inscrivait « dans le cadre des dérogations prévues par les résolutions 1737 et 1747 du Conseil de sécurité, reprises par la dernière résolution 1929 adoptée le 9 juin ». Cela montre bien, selon Paris, que les sanctions à l'encontre de la République islamique « ne visent pas à priver l'Iran de son droit à développer l'énergie nucléaire à des fins pacifiques », l'apport du combustible par la Russie prouverait que Téhéran « n'a pas besoin, pour bénéficier de l'énergie nucléaire civile, de mener des activités d'enrichissement d'uranium ».

□ CETTE ANNÉE-LÀ

# 1825 : Le dernier sacre

**Pressé d'affirmer devant les foules que le pouvoir vient de Dieu, Charles X brave les faiseurs d'opinion publique en se rendant à Reims, où le cocasse voisine avec le sacré.**

Cette année-là, la deuxième de son règne, Charles X, soixante-huit ans, ayant succédé à Louis XVIII en septembre 1824, voulut renouer avec la tradition du sacre royal. Rappelons que ces deux rois étaient les frères de Louis XVI, connus, avant de régner, respectivement comme Louis-Stanislas-Xavier, comte de Provence, et Charles-Philippe, comte d'Artois, et que les malheurs des temps les avaient rendus tour à tour héritiers de leur neveu Louis XVII, l'enfant martyr du Temple.

## Le deuil de l'Ancien Régime

Certes, il n'était pas possible après les vingt-cinq années de la Révolution et de l'Empire de rétablir la constitution et la physionomie de l'Ancien Régime, et les deux frères de Louis XVI comprirent qu'ils devaient accepter d'œuvrer avec l'administration et le personnel de Napoléon. Louis XVIII, « octroyant » la Charte en 1814, donc ne se la laissant pas imposer par les Chambres, avait sauvé le principe monarchique, et même si les Cent Jours du retour de Napoléon l'obligèrent ensuite à sévir, il sut par sa patience, son sens de la mesure et son esprit quelque peu voltairien, ne pas heurter de front ses compatriotes peu enclins, après ce qu'ils avaient vécu, à respecter quoi que ce fût, et surtout très déchristianisés. Ce que voyant, il ne se fit pas sacrer. Charles X, homme plus séduisant, mais moins patient, était pressé d'affirmer devant les foules que le pouvoir vient de Dieu, et non d'un contrat dû à la volonté des hommes ; il voulait que le mystère de la monarchie fût comme au temps de ses aïeux hautement affirmé par le sacre où l'onction



du saint chrême marquait du sceau de la religion la personne du roi Très Chrétien : il irait donc à Reims pour sceller à nouveau le pacte de Clovis avec Dieu et pour demander les grâces nécessaires à sa fonction, notamment celle d'accorder équité et justice à chacun selon ses droits, de consoler les affligés, de secourir les pauvres, de corriger les malfaiteurs - toutes choses contenues dans la prière et le serment du sacre autrement plus fortement que dans les déclarations ou lois écrites dont on abreuvait la France depuis 1789... Après l'ouragan révolutionnaire, c'était braver les faiseurs d'opinion publique qui n'avaient alors de cesse de répandre les œuvres de Voltaire et des Encyclopédistes en vue d'éteindre les piétés po-

pulaires et séculaires. Charles X osa, sacrifiant sa tranquillité à son principe. Certes quelques formules surannées furent époussetées comme le serment « d'exterminer » les infidèles, mais il fut bien convenu que, malgré l'exemple grotesque de Napoléon se posant lui-même la couronne sur la tête, le roi serait couronné par M<sup>gr</sup> de Latil, archevêque de Reims.

## Le sacré et le cocasse

Parti de Paris le 20 mai, le roi entra le 28 dans la ville du sacre en liesse, accueilli à sa descente de carrosse par le cardinal de La Fare, archevêque de Sens, qui, avant le *Te Deum*, prononça un discours plutôt malvenu sur les devoirs du peuple et les droits du souverain. Les fautes de goût

étaient inévitables dans cette cérémonie improvisée, comme par exemple ces étoffes cramoisies et de carton-pâte donnant à la cathédrale des allures de théâtre.... Le roi jura de « maintenir et honorer notre sainte religion », de « rendre bonne justice » et de « gouverner conformément aux lois du royaume et à la Charte constitutionnelle ». C'était ce que tous attendaient... Le citoyen Ruhl avait brisé le 6 octobre 1793 la sainte ampoule contenant l'huile qui servit au baptême de Clovis, mais quelques gouttes avaient été pieusement et héroïquement recueillies. Les onctions sur la tête, la poitrine, les épaules, au pli du bras purent donc avoir lieu. Tout fut en règle.

## Maréchaux d'Empire

Bien sûr les temps étant ce qu'ils étaient, le cocasse voisinait avec le sacré. Les maréchaux de l'Empire, Moncey, Soult, Mortier et Jourdan jouaient le rôle des "grands vassaux" et portaient la couronne, l'épée de Charlemagne, le sceptre et la main de justice (Moncey avait naguère fêté le mort du « tyran Louis XVI »...). L'ineffable et claudiquant Charles-Maurice de Talleyrand-Périgord, ancien évêque apostat désormais marié, s'agenouillait pour mettre au roi des chaussons violets semés de lys d'or... La cérémonie commencée à huit heures du matin s'acheva à plus de midi. Dès lors la popularité du roi baissa, Paris l'accueillit froidement, la presse se déchaîna, allant jusqu'à dire qu'il s'était fait ordonner prêtre ! On ne comprenait plus le symbolisme du sacre. Seul le peuple des campagnes conservait l'âme profondément royaliste. Cinq années plus tard, le roi, aux prises avec la grande bourgeoisie capitaliste, mal servi par le parti (quel vilain mot !) monarchiste borné et têtue, le roi qui avait remporté la victoire de Navarin qui affranchit la Grèce et surtout ouvert la voie à la conquête de l'Algérie par la France, partait en exil au milieu des clameurs furieuses d'une presse sans retenue. Nous en reparlerons. ■

Michel Fromentoux

## Il y a 30 ans, SM le Shah

Conformément à une tradition maintenant bien établie en France, s'est tenue le 26 juillet dernier, en la nécropole royale Pahlavi sise au cimetière de Passy à Paris, la commémoration de la disparition de SM le shah d'Iran, chantre de la francophonie et grand ami de la France, dernier grand roi de la plus ancienne monarchie du monde indo-européen, renversée en 1979 à la suite d'une des plus grandes conjurations du XX<sup>e</sup> siècle qui, comme en 1789 en France et comme en 1917 en Russie, prit la forme abjectissime et sanglante d'une révolution, de surcroît éminemment xénocratique. Plus d'une centaine de royalistes persans, français et russes blancs avaient répondu à l'appel du Mémorial des Rois, dont l'impératrice du Vietnam la princesse Vinh Thuy. Après l'éloge funèbre prononcé par Chahpour Sadler, qui s'exprima alternativement en français et en persan, l'assemblée se rendit à la mairie du 16<sup>e</sup> arrondissement pour y poursuivre l'hommage placé cette année sous le haut patronage de SAI Chahpour Gholamreza Pahlavi, frère du shah<sup>1</sup>, qui fut ovationné, juste avant que retentisse l'hymne royal (distinct de l'hymne national) protocolairement entonné en présence du roi.

Les discours et messages d'éloge de hauts dignitaires royaux persans qui se succédèrent tout au long de la commémoration furent illustrés par la projection de films d'archives évoquant notamment la cérémonie fastueuse du double couronnement du shah et de la shahbanou, ainsi que la projection, sur grand écran, de plus de cinq cents clichés historiques résumant les heures glorieuses de l'Iran monarchique, depuis les temps immémoriaux jusqu'à la glorieuse dynastie néo-antique Pahlavi, et retraçant plus de 2 500 ans de tradition royale ininterrompue (condensée en l'apothéose que signifièrent les célébrations grandioses de Persépolis qui éblouirent à juste titre le monde en 1971). Ainsi s'est achevée cette commémoration annuelle, unique en Europe<sup>2</sup>. □

Shahriar Parsi

<sup>1</sup> Le prince Chahpour Gholamreza Pahlavi a publié ses mémoires sous le titre *Mon père, mon frère, les Shah d'Iran* (éditions Normant).

<sup>2</sup> Une autre cérémonie se déroula au Caire le lendemain, en présence de l'Impératrice Farah, seul membre de la dynastie Pahlavi présent cette année en Égypte.

## Décès du duc de Parme



SAR le prince Charles-Hugues de Bourbon Parme, duc de Parme, est décédé le 18 août à Barcelone à quatre-vingts ans. Il était le fils

ainé de prince Xavier de Bourbon Parme (1889-1977), régent de la Communion carliste depuis 1936 et devenu duc de Parme en 1974, et de la princesse, née Madeleine de Bourbon Busset (1897-1984). Il était donc le frère aîné de SAR le prince Sixte-Henri de Bourbon Parme.

## Communion carliste

Les deux frères s'opposaient sur la conception même de la Communion carliste, Charles-Hugues s'étant rallié au progressisme autogestionnaire et à l'activisme régionaliste, Sixte-Henri restant attaché à la tradition, Dieu, la patrie, le roi. En 1976, lors du centenaire de la bataille de Montejurra, au Pays Basque, les partisans des deux thèses s'affrontèrent violemment ; il y eut des morts ; la rupture était consom-

mée. À la suite de quoi, un an avant sa mort, le prince Xavier déclara que son fils Sixte-Henri serait le seul porte-drapeau du carlisme.

Charles-Hugues, ayant épousé en 1964 la princesse Irène de Hollande, fille de la reine Juliana et donc sœur de l'actuelle reine Béatrix, prétendit à la couronne espagnole sous le nom de "Carlos Hugo", mais, à la mort du général Franco, il se rallia au roi Juan-Carlos. Sixte-Henri incarna donc seul la fidélité aux principes du carlisme et la pureté de l'idéal chrétien de leur père (voir l'ouvrage de Huguette Pérol : *Un capétien au cœur de la France*, Nouvelles Éditions latines).

Le prince Charles-Hugues a eu quatre enfants d'Irène de Hollande avant de divorcer en 1981. L'aîné, Carlos, prince de Plaisance, nouveau duc de Parme, a reporté son

mariage en raison de ce deuil. Après un premier hommage rendu à Barcelone où les souverains espagnols avaient envoyé des gerbes de fleurs, la dépouille du prince a été transférée en Hollande où la famille royale se recueillit tout entière. Les obsèques ont eu lieu le 28 août en la basilique de Parme (Italie) où le prince a été inhumé.

## Grande dignité

Une note du secrétariat de SAR le prince Sixte-Henri, publiée le 21 août, demande avec une grande dignité de prier pour le repos éternel du défunt et rappelle tous les efforts accomplis par Sixte-Henri pour indiquer à ses neveux les devoirs de leur dynastie, avant de conclure : « L'offre reste ouverte. Que Dieu les éclaire et les reconforte dans ces moments difficiles. » ■ M.F.

□ 4 SEPTEMBRE 1870

# Une république qui aurait dû avorter

Il y a 140 ans fut proclamée la III<sup>e</sup> République, tandis que les armées de Napoléon III étaient mises en déroute. À défaut de redresser la situation militaire, le nouveau régime parvint à s'installer en dépit d'une Assemblée nationale majoritairement royaliste.

Ce numéro de *L'AF 2000* sort l'avant-veille du cent quarantième anniversaire de la proclamation de la Troisième République. Les républicains fêtent cette "grande" date, ils n'en ont guère de plus enracinée dans l'histoire, puisque la première république fut trop sanguinaire pour avoir laissé un bon souvenir et que la seconde prépara le lit de la dictature du prince-président Bonaparte. Pour autant, ils ont bien tort de pavoiser le 4 septembre.

## L'empire effondré

Ce jour fut le premier d'une république qui dura certes soixante-dix ans mais fut constamment branlante et s'acheva en 1940 dans la plus dramatique défaite de notre histoire, que son imprévoyance nous avait valu. C'est d'ailleurs un fait d'expérience que les républiques finissent toujours mal : la quatrième sombra dans le ridicule et la cinquième, bien qu'ayant passé le cap des cinquante ans depuis deux ans, semble déjà morte dans le cœur de beaucoup de Français. C'est le moment de rappeler que dans une tragédie le cinquième acte est toujours le dernier...

Revenons à leur "4 Septembre". Le 19 juillet 1870, l'empire de Napoléon III nous avait engagé « d'un cœur léger » (dixit le ministre Émile Ollivier) dans une guerre contre la Prusse de Guillaume 1<sup>er</sup> et de Bismarck. Nous n'étions pas prêts, nous n'avions pas d'alliés, et c'est contre l'Allemagne entière que nous eûmes à nous battre. En quelques semaines, l'ennemi entra en Lorraine et en Alsace. Puis il bloqua notre armée du Rhin dans Metz, et enferma dans Sedan l'armée de l'empereur lui-même. Le 2 septembre celui-ci et cent mille hommes étaient faits prisonniers.



La nouvelle arriva à Paris le dimanche 4 septembre. La populace ne donna même pas le temps aux républicains de revêtir de formes légales la déchéance de l'Empire, elle envahit le Palais-Bourbon et réclama d'urgence la république. Les politiciens de gauche se laissèrent emporter par l'élan jusqu'à l'Hôtel de Ville où fut installé un gouvernement de la Défense nationale. Tout se passa avec une rapidité déconcertante. Comme le constate Jacques Bainville, « personne ne songea seulement

à défendre le régime napoléonien que le peuple souverain quatre mois plus tôt avait encore approuvé par 7 358 000 voix ». De l'inconstance des urnes... Il ne resta plus à l'impératrice Eugénie qu'à quitter les Tuileries discrètement dans un fiacre et à fuir vers l'Angleterre. Toutefois il ne suffisait pas d'avoir proclamé la République pour que celle-ci existât. Le "gouvernement de la Défense nationale" était formé des politiciens ayant empêché l'émeute de prendre le pou-

voir. Il était présidé par le général Louis-Jules Trochu, et constitué de onze membres plus ou moins connus dont le polémiste Henri Rochefort, l'orateur enflammé Léon Gambetta et un trio de Jules (Ferry, Favre, Simon)... Tous des bourgeois, mais divisés au sujet de la poursuite de la guerre. Gambetta, jacobin à outrance, voulait la poursuivre jusqu'au bout. D'autres, comprenant qu'elle était perdue d'avance, voulaient l'arrêter ; ils suivaient l'opinion de l'orléaniste (?) Adolphe

Thiers selon qui le nouveau régime, républicain de fait et non de droit, avait besoin de la paix pour s'établir.

Le 15 septembre au château de Ferrières-en-Brie, Jules Favre, croyant encore que les Prussiens ne voulaient du mal qu'à Napoléon III, rencontra Bismarck. Celui-ci lui ôta toute illusion en exigeant l'annexion de l'Alsace à l'Allemagne. Trois jours après, les troupes allemandes commençaient d'assiéger Paris. Le gouvernement s'y trouva quasi enfermé et Gambetta dut fuir en montgolfière pour prêcher de Tours la guerre à outrance. Thiers entreprit alors une tournée des capitales européennes pour réclamer de l'aide et revint penaud. Le 27 octobre, le maréchal Bazaine, piégé par Bismarck, se laissa enfermer dans Metz et dut capituler. Paris était au bord de l'émeute : le 11 octobre le mot révolutionnaire de Commune était déjà lancé. En janvier 1871 il devint urgent de demander l'armistice, d'autant plus que les héroïques armées de Mobiles levés à la hâte dans les provinces étaient battues. Le terrible hiver 1870-1871 s'annonçait. Comble de l'humiliation : le 18, Guillaume 1<sup>er</sup> osa se proclamer empereur d'Allemagne à Versailles dans la galerie des Glaces, ouvrant pour l'Europe entière une ère de menaces.

## La surprise du 8 février

Nous ne pouvions plus être représentés par un gouvernement provisoire. Thiers, traitant Gambetta de « fou furieux », imposa l'élection d'une Assemblée nationale. Le scrutin eut lieu le 8 février 1871 et donna aux monarchistes, hommes d'ordre et de paix, une écrasante majorité (sur 650 députés, 400 étaient légitimistes et orléanistes). La république du "4 Septembre" aurait dû avorter. Elle n'allait devoir sa survie qu'au fait que les royalistes étaient divisés et que la constitution républicaine, votée par le détour d'un amendement à une voix de majorité le 30 janvier 1875, avait été prévue pour une monarchie... ■

Michel Fromentoux

## Le pape évoque saint Louis

Au cours de l'Angelus à Castel Gandolfo, le pape Benoît XVI a évoqué en ces termes le grand Saint Louis, roi de France, dont la fête a eu lieu le mercredi 25 août, jour anniversaire de sa mort à Tunis : « Regardons vers le Christ comme un modèle d'humilité et de gratuité : apprenons de lui la patience dans les tentations, la douceur dans les offenses, l'obéissance à Dieu dans la douleur, dans l'attente que celui qui nous a invités nous dise : "Mon ami, avance plus haut" (cf. Lc 14, 10) ; le vrai bien en effet est d'être près de lui. Saint Louis IX, roi de France - dont on a fêté la mémoire mercredi dernier - a mis en pratique ce qui



est écrit dans le Livre du Sira-cide : "Plus tu es grand, plus il faut t'abaisser pour trouver grâce devant le Seigneur" (3, 18). Il écrivait ainsi dans son Testament spirituel à son fils : "Si le Seigneur te donne quelque prospérité, non seulement tu devras le remercier humblement, mais prends garde de ne pas devenir pire par vaine gloire ou d'une autre façon, prends aussi garde de ne pas t'opposer à Dieu ou de l'offenser par ses propres dons." » ■

## Reynald Secher : un homme libre

Répondant à un véritable acte d'accusation dressé dans *Ouest-France* contre notre ami Reynald Secher, Philippe Maxence écrit dans la page de culture chrétienne de *L'Homme Nouveau* du 28 août : « L'objet du délit ? Reynald Secher a consacré sa thèse à la Chapelle-Basse-Mer, un village qui sans lui serait bien inconnu du grand public. Chaque été, il utilise son temps et son argent à y rénover une petite chapelle, par piété chrétienne, nationale et familiale. Sans aucune aide de la municipalité. Simplement, en faisant appel, sur la base du volontariat, à quelques jeunes gens, heureux de participer ainsi à la rénovation de notre pays. Or, c'est

justement à ces jeunes gens que s'en prend l'article de *Ouest-France*, qui leur reproche d'avoir les cheveux coupés... Au passage, l'article de *Ouest-France* indique que la thèse de Reynald Secher sur le génocide vendéen est contestée par des historiens. La belle affaire ! C'est justement parce qu'elle jette un éclairage nouveau et dérangeant que les mandarins de l'université ont tout fait pour enterrer ce travail. »

## Thèse récusée

À ce sujet, Philippe Maxence signale un article dans la *Nouvelle Revue d'histoire* du professeur Bernard Lugan, qui, comme universitaire, a assisté à la mise au pilori de la carrière de Reynald Secher. Nous nous associons à la défense de ce courageux historien qui a osé affronter les méthodes



et l'ambiance soviétique régnant dans l'université française pour crier la vérité sur la génocide vendéen. Comme Philippe Maxence nous saluons sa « force incroyable et sa jeunesse d'esprit » qui lui ont permis « de réagir toujours en homme libre ». ■ M.F.

□ HOMMAGE

# Souvenons-nous de Molnar

**Soulignant les contradictions dans lesquelles se perdent les faiseurs de systèmes, Thomas Molnar souffrait de voir les puissances intellectuelles et même religieuses trop absorbées par l'esprit de la modernité..**

Notre ami le philosophe Thomas Molnar a rendu son âme à Dieu le 20 juillet dernier à Richmond (Virginie). C'est avec tristesse que nous apprenons la nouvelle de l'extinction d'une des trop rares grandes voix qui s'efforcent de faire comprendre au monde dit moderne qu'il court à sa ruine. Nous nous souvenons des articles sévères mais jamais désespérés qu'il nous donnait régulièrement dans *Aspects de la France* puis *L'Action Française hebdo* dans les années 80-90, ainsi que des conférences passionnantes qu'il prononça à l'Institut d'Action française, à Paris. Jamais il ne refusa d'apporter son concours au combat que nous continuons de mener envers et contre tout.

## Au carrefour de l'Est et de l'Ouest

Cet observateur attentif des idées et des mœurs était né à Budapest le 26 juin 1921, avait passé sa jeunesse en Transylvanie, puis en Belgique, et avait dû s'exiler aux États-Unis où il enseigna dans plusieurs universités dont celle de Long Island et de Yale. Grand ami de la France dont il parlait impeccablement la langue, il avait épousé une Allemande, aimait passer ses vacances en Espagne, et participait à des colloques dans le monde entier. En 1969, il donna des cours à l'université de Transvaal, et devint en 1985 docteur de l'université de Mendoza en Argentine. Cet homme ouvert à l'universel était tout le contraire d'un mondialiste. En disciple brillant de Joseph de Maistre et de Charles Maurras, cet ami de Georges Bernanos savait quel trésor représentent pour l'humanité entière les apports enracinés profondément dans chaque nation historique. Dès qu'il put rentrer dans sa Hongrie natale libérée du joug du communisme, il accepta avec joie d'enseigner à l'université catholique de Budapest, tout en gardant sa chaire à l'université de Yale. C'est durant ces années qu'il se manifesta comme un combattant intrépide de la tradition catholique, dénonçant à chaque occasion l'esprit de la Révolution et ses conséquences dans la société et dans l'Église elle-même : on le lisait alors, outre *L'Action Française*, dans *Itinéraires*, *Monde et Vie*, *Rivarol*, plus tard dans *Catholica*... et ses articles aidaient à toucher du doigt les contradictions dans lesquelles se perdent, hors de tout fondement dans la tradition, les faiseurs de systèmes. La liste de ses ouvrages publiés entre 1970 et 2000 est en elle-même tout un programme d'assainissement des esprits. En voici quelques uns : *La Contre-Révolution* (coll. 10/18), *L'Animal politique* (Table Ronde), *Le Socialisme*



*sans visage* (PUF), *Le Modèle défiguré - L'Amérique de Tocqueville à Carter* (PUF), *Le Dieu immanent - La grande tentation de la pensée allemande* (Le Cèdre), *L'Éclipse du sacré - Entretiens avec Alain de Benoist* (Table Ronde), *L'Europe entre parenthèses* (Table Ronde), *L'Américanologie, triomphe d'un modèle planétaire ?* (L'Âge d'homme), *L'Hégémonie libérale* (L'Âge d'homme), *Du mal moderne : symptômes et antidotes* (Le Beffroi, Québec), *Moi Symmaque* suivi de *L'Âme et la Machine* (L'Âge d'homme).

## Contre l'esprit de modernité

Thomas Molnar avait vu s'établir et s'écrouler les grands totalitarismes, le national-socialisme et le communisme, qu'il avait courageusement combattus. Il ne souhaitait pas pour autant que vînt le remplacer le libéralisme sur le modèle américain qu'il avait chaque jour l'occasion d'analyser. L'individualisme forcené ne libère pas l'homme, il limite son horizon à ses intérêts particuliers, affairistes et basement matériels, et réduit le fondement de son être à l'égoïsme et au conflit, empêchant toute ouverture vers le surnaturel. Les fardeaux imposés jadis par des supérieurs, tirant leur légitimité d'au-dessus d'eux, ont été remplacés par de nouveaux fardeaux bien plus écrasants, ceux de l'argent, ceux de la masse, ceux des conformismes, ceux des systèmes idéologiques refermés sur eux-mêmes. Mais l'homme post-moderne commence à comprendre qu'il gît dans une prison, que ce monde désenchanté n'est pas le sien, il appelle cruellement

de nouvelles réponses à ses angoisses, des discours sortant des sentiers battus du conservatisme ordinaire. En ce sens Molnar n'était ni de droite ni de gauche. Il souffrait de voir les puissances intellectuelles et même religieuses trop absorbées par l'esprit de la modernité et par les sirènes du nivellement universel, pour opérer cette révolution dans les esprits.

## Le marché des valeurs

Il constatait dans *L'Hégémonie libérale* que l'État, dans nos sociétés, n'est plus qu'un outil de gestion aux mains des lobbies, et que trop souvent l'Église se laisse réduire à un groupe de pression parmi d'autres qui propose son produit sur le marché mondial des valeurs. La société civile a commencé de tout envahir depuis la cassure de la chrétienté au XVI<sup>e</sup> siècle et elle impose à l'ère industrielle ses valeurs fondées sur les exigences de la mécanique comme le fondement d'une nouvelle morale, utilitaire et sans issue. Il importe donc de restaurer le politique et le sacré, l'État et l'Église, pour que la société puisse respirer dans l'ordre, dans le respect des hiérarchies, dans la soumission à l'ordre créé par Dieu. C'est, disait-il, « *l'objectif de la réflexion sur les grandes institutions archétypales, mais ce n'est pas là œuvre purement humaine* ». L'homme a trop longtemps oublié « *sa condition de créature* ». Tel est le message que laisse Thomas Molnar à tous ceux qui ont à cœur l'avenir de la civilisation. Nous ne devons pas l'oublier. ■

Michel Fromentoux

## Les films de septembre



□ **600 KILOS D'OR PUR** (déjà en salle) - La soif de l'or ! Si vous aimez les bons "vieux" films d'aventures et d'hommes à la française, façon José Giovanni (*Le Ruffian*, *Les Loups entre eux...*), Robert Enrico (*Les Aventuriers*) ou encore Henri Verneuil (*Cent mille dollars au soleil*), vous êtes à la bonne place avec ce film de "mec pour mecs", réalisé "à l'ancienne" par **Éric Besnard**. L'histoire : un groupe de baroudeurs - **Clovis Cornillac** en tête, **Patrick Chesnais**, **Bruno Solo** en salopard de première, **Claudio Santamaria** - et une baroudeuse, **Audrey Dana**, font main basse sur la réserve d'or d'une mine perdue en pleine jungle guyanaise. Ce qui n'est pas du goût des orpailleurs semi-clandestins et plus que patibulaires sur les bords qui se lancent à leurs trousses. D'où gros problème. D'autant que leur hélicoptère, qui devait leur permettre de gagner le Brésil voisin, s'est *morflé* une rafale qui les oblige à atterrir en pleine forêt. Pas question d'abandonner l'or pour autant. Sauf que trimballer 600 kilos d'or à dos d'homme à travers la jungle et ses pièges, ce n'est pas de la petite bière. Surtout lorsqu'au sein du groupe il commence à y avoir de l'animosité dans l'air... Avec son cocktail d'action et d'aventure dans la pure tradition du cinéma populaire français d'hier, **Éric Besnard** nous offre un bon divertissement.

□ **LE BRUIT DES GLAÇONS** (déjà en salle) - Sous le signe du cancer ! Depuis que sa femme l'a quitté en emmenant avec elle son fils de quinze ans, **Charles**, **Jean Dujardin**, célèbre écrivain lauréat du Goncourt, n'est plus que l'ombre de lui-même. Dans son mas des Cévennes où il vit reclus en compagnie de sa bonne, **Anne Alvaro**, et de sa jeune maîtresse russe, **Christa Téhet**, il noie son *spleen* dans le vin blanc (sa bouteille et son seau rempli de glaçons ne le quittent pas d'une semelle). À longueur de journée, il *écluse*, le Charles. À tel point que c'est un "suicide" que vient soudain perturber un vilain "bonhomme"

à la tête de furoncle, **Albert Dupontel**. Un "bonhomme" qui n'est autre que son cancer. Un cancer sur pattes qui s'est dit « *que ça serait peut-être pas mal de faire un petit peu connaissance* » avec sa future et probable victime, et qui désormais va le suivre comme son ombre. Une cohabitation conflictuelle avec sa tumeur maligne qui va réveiller l'instinct de survie de Charles... Sur un scénario malin et inattendu, **Bertrand Blier**, plutôt scabreux dans ses œuvres précédentes, signe ici une comédie du genre farce grinçante et surréaliste sur le sens de la vie et de la mort, le tout servi par un duo d'acteurs qui n'est pas sans rappeler celui des Depardieu et autres Dewaere, la grossièreté en moins.

□ **THE RUNAWAYS** (en salle le 15 septembre) - Un film déjanté et "trash" du genre sexe-drogue et rock'n roll, de **Floria Sigismondi**, sur un groupe de "hard rockeuses" des années 1970-1980, interprété notamment par **Dakota Fanning** et **Kristen Stewart**.

□ **PIRANHAS 3D** (en salle le 1<sup>er</sup> septembre) - "Remake" du film de Joe Dante (1978) signé ici par **Alexandre Aja** plus porté sur les "bimbos" aux poitrines gonflées à l'hélium que sur les poiscailles aux dents acérées comme des bistouri. Bref, il y a du sexe "soft", du sang dans l'eau et le tout ressemble à un clip "horifique" de David Guetta, le DJ des folles nuits d'Ibiza, pour ados au QI de poule.

□ **BENDA BILILI** (en salle le 8 septembre) - Un documentaire étonnant de **Renaud Barret** et **Florent de La Tullaye** sur un orchestre des rues du Congo Kinshasa, composé de musiciens paraplégiques et de trois "valides" jouant sur des "instruments" de récupération et bien décidé à se faire connaître dans le monde entier.

Alain Waelkens

L'ACTION FRANÇAISE		TARIF DES ABONNEMENTS	
(paraît les 1 <sup>er</sup> et 3 <sup>e</sup> jeudis de chaque mois)			
1. Premier abonnement France (un an) .....	76 €	5. Abonnement de soutien (un an) .....	150 €
2. Premier abonnement Étranger (un an) .....	85 €	6. Étudiants, ecclésiastiques, chômeurs (un an) .....	65 €
3. Abonnement ordinaire (un an) .....	125 €	7. Outre-mer (un an) .....	135 €
4. Abonnement de six mois .....	70 €	8. Étranger (un an) .....	150 €

### BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom..... Prénom.....  
 Adresse.....  
 Code postal..... Ville.....  
 Tél..... Courriel.....

Bulletin à retourner avec un chèque à l'ordre de la PRIEP à :  
 L'Action Française 2000, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 PARIS  
 CCP Paris 1 248 85 A

□ RIRE

# Le propre de l'homme

La rentrée est rarement le moment le plus agréable de l'année, tant pour ceux qui rentrent de vacances que pour ceux qui n'en ont point pris. Dans ces conditions, s'intéresser aux mécanismes du rire et de l'humour peut aider à passer le cap.

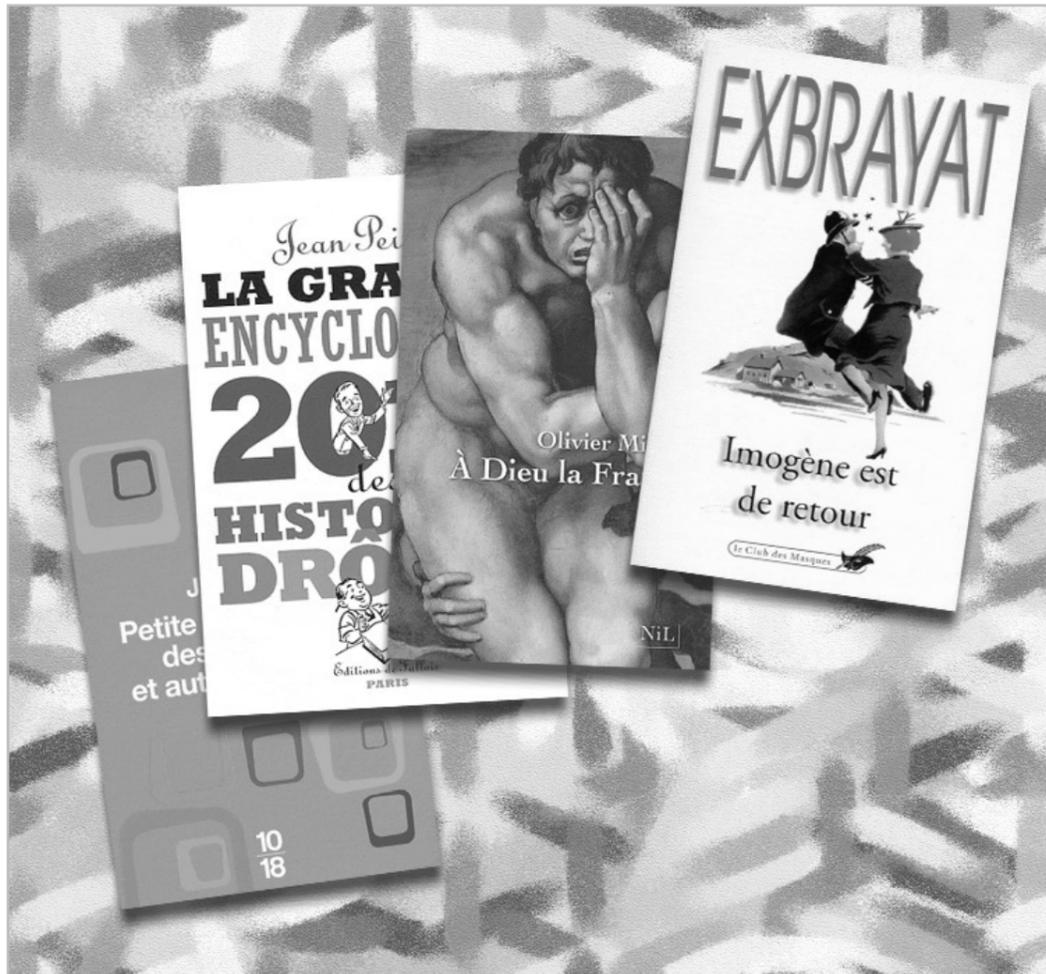
Journaliste américain, Jim Holt s'est aperçu, après commande d'un article pour le *New Yorker* sur les blagues à travers les siècles, qu'il n'existait, hélas, aucun ouvrage sur le sujet qu'il lui eût été possible de "pomper" à loisir... Tels sont les nobles risques et les incertitudes du métier. Il lui fallut donc s'atteler lui-même à la tâche et tenter de comprendre ce qui, à travers les âges et les civilisations, avait suscité l'hilarité.

## Humour encyclopédique

Une évidence s'imposa bientôt : du recueil d'histoires drôles légué par l'Antiquité aux blagues qui s'échangent dans les bars, les thèmes restaient les mêmes : ceux qui avaient incité saint Paul à interdire de se divertir en racontant "la dernière". On ne s'étonnera pas que Freud se soit passionné pour le sujet, ni que dans l'Amérique féministe, des énergumènes portent plainte pour agression sexuelle contre le malheureux racontant devant elles une plaisanterie salace... Encore moins que Staline n'ait jamais ri de sa vie. *Petite philosophie des blagues* est une étude trop courte pour se prendre au sérieux. Heureusement ! Son seul défaut est de s'appuyer sur des références anglophones qui, à commencer par les contrepèteries, perdent leur sel en traduction.

Jean Peigné s'est fait une spécialité de collecter les meilleures, ce qui entraîne chaque année la publication de la *Grande Encyclopédie des histoires drôles*, ponctuellement enrichie des plus récentes, ou supposées telles, car elles sont parfois vieilles comme le monde. La blague du coiffeur bavard qui, demandant à son client : « Comment voulez-vous être coiffé ? » s'entend répondre : « En silence ! » circulait à Athènes du temps de Périclès. Les histoires soviétiques étaient, pour beaucoup, adaptées de sotties ottomanes du fameux Nasr Eddin Hodja remontant à l'invasion de Gengis Khan... Autant prévenir les esprits délicats et les fâcheux que ces histoires sont souvent grasses, vulgaires, ce qui n'interdit pas d'y pêcher des trouvailles d'une extrême drôlerie. Au fil des ans, sous l'influence du politiquement correct, celles susceptibles de blesser "les minorités visibles" ont fait l'objet de modifications ; on leur reprochera d'avoir substitué aux catégories précédentes un clergé catholique qui, à l'évidence, inspire aujourd'hui beaucoup moins de crainte et de respect que les protégés des médias...

C'est sans doute un calcul assez comparable qui a inspiré à Olivier Michel un petit roman intéressant à plus d'un titre, *À Dieu la France*.



Dans un avenir proche, les Français, exaspérés de l'impérialisme gouvernemental, des *diktats* bruxellois, de l'immigration incontrôlée, de l'insécurité galopante, des discours moralisateurs d'une classe politico-médiatique définitivement coupée du pays réel, du laisser-aller moral généralisé et de la pornographie ambiante, portent au pouvoir un nouveau parti, les Saints Crocs, dont le retour aux valeurs chrétiennes constitue le programme. En quelques semaines, s'instaure l'équivalent pseudo-catholique d'une république fondamentaliste islamique. Mais - grâce à l'Être suprême ! - les grandes consciences laïques n'ont pas dit leur dernier mot ! Entraînés par un ancien Compagnon de la Libération, un inefable philosophe adepte des chemises à col ouvert, une gloire de la *jet-set* télévisuelle, le recteur de la mosquée de Paris et le grand rabbin de France, sans parler de quelques figures non moins inattendues, la résistance s'organise, soutenue par les Iraniens et les Afghans depuis peu convertis aux pures délices de la démocratie et de la laïcité...

Olivier Michel tape dur, et juste : son analyse de l'état actuel de notre société, de cette colère sourde qui commence à monter du peuple sans que le pouvoir le comprenne, est excellente. Ses portraits chargés des "héros" sont un régal. Hélas, une majorité de lecteurs risque de prendre cela au premier degré et d'y voir une

dénonciation d'un intégrisme catholique devenu la bête noire de la grande presse...

Il s'agit là de rire grinçant, méchant parfois, très différent de l'humour qui se pratiquait voilà un demi-siècle. La réédition de Charles Exbrayat, à l'occasion du centenaire de sa naissance en 1909, en donne un bon exemple. À travers deux archétypes caricaturaux, Imogène Mc Carthery, personnage remis en lumière par une récente adaptation cinématographique, réussie d'ailleurs, et le commissaire Roméo Tarchinini de la police de Vérone, le romancier se livrait à une mise en boîte systématique de nos voisins britanniques et italiens, plantés dans des décors de carton pâte, entourés de faire-valoir délicieusement grotesques, l'ensemble suscitant un constant amusement

qui, au demeurant, ne nuit pas à des intrigues policières élaborées et d'une très fine psychologie. Miss Mc Carthery, quinquagénaire aux cheveux roux et au tempérament explosif, portée sur le whisky, nationaliste écossaise exaltée, secrétaire à l'Amirauté, après s'être retrouvée mêlée à une affaire d'espionnage au cours de laquelle elle a rencontré, pour le perdre aussitôt, l'homme de sa vie, passe ses jours dans le souvenir de l'héroïque défunt après s'être retirée dans son village natal de Callender, "perle des Highlands". Pour la plus grande joie d'une partie de la population, et la consternation effarée de l'autre. En effet, la rouquine a l'art d'attirer catastrophes, cadavres et assassins à sa suite. *Imogène est de retour*, *Imogène, vous êtes impossible !* confrontent la

redoutable demoiselle à des énigmes qu'elle se fait fort de résoudre, en multipliant erreurs et imprudences mais avec un courage qui conduit toujours à démasquer les criminels. Plus touchante que ridicule, Miss Mc Carthery représente une curieuse transposition du théâtre de Guignol cher au romancier lyonnais dans le comté de Perth où chacun s'invective, se rosse et se biture avant de se réconcilier sur le dos du constable Mc Clostaugh, victime désignée de "la Jézabel aux cheveux rouges".

## Amour toujours !

Tarchinini, quant à lui, résume la criminologie en trois mots : l'amour, toujours l'amour, puisqu'il tient la passion pour la motivation de tous les assassins. Opinion qui arrache des sourires de pitié à l'inspecteur Leacock, en stage à Vérone, persuadé d'apporter à des Européens arriérés les lumières de l'Amérique. Illusion qui ne résistera pas aux rives de l'Adige, ni à Giulietta, la fille du commissaire. *Chewing-gum et Spaghetti* est la savoureuse confrontation, vers 1960, du rêve américain et de la vieille Europe. C'est, mine de rien, très profond...

Muté à Turin, loin des siens, Roméo peine à faire admettre ses pittoresques conceptions du crime à ses collègues piémontais. Jusqu'à l'arrivée de trois jeunes filles venues demander ce qu'il en coûterait de tuer « le plus beau des bersagliers ». Beau, Nino l'est incontestablement, et il s'en sert un peu trop. Quand on a déshonoré la moitié d'une ville, il ne faut pas s'étonner de finir un couteau dans le cœur... Exbrayat atteint ici au sommet de sa maîtrise de l'écriture et, malgré l'incontestable intensité dramatique de l'intrigue, l'on rit aux larmes d'une accumulation de quiproquos et de malentendus ponctuée de dialogues dans un italien approximatif très réjouissant. ■

Anne Bernet

- ✓ Jim Holt : *Petite philosophie des blagues* ; 10-18, 125 p., 10 euros.
- ✓ Jean Peigné : *La Grande encyclopédie des histoires drôles* ; Fallois, 780 p., 19 euros.
- ✓ Olivier Michel : *À Dieu la France* ; Nil, 172 p., 17 euros.
- ✓ Charles Exbrayat : *Imogène est de retour* ; *Imogène, vous êtes impossible !* ; *Chewing-gum et Spaghetti* ; *Le Plus Beau des bersagliers* ; Le Masque, environ 250 p. chaque volume, 6 euros pièce.

## Un vrai délire

En cas d'accès de tristesse incoercible, il reste Pidgi Wodehouse, dont les romans devraient être remboursés par la Sécurité sociale de préférence aux antidépresseurs. Dans une Angleterre aristocratique des Années folles miraculeusement étrangère aux horreurs de 14-18 évoluent des jeunes filles émancipées et fêlées, des jeunes gens sortis on ne sait trop comment, eu égard à leur QI, diplômés

d'Oxford, mais définitivement inadaptés, des parents victoriens ridicules, des oncles et tantes pittoresques jusqu'à en devenir dangereux, cornaqués, heureusement, par une domesticité de grande maison qui les assiste avec compassion.

Le modèle du genre est l'admirable Jeeves, valet de chambre de l'honorable Bertram Wooster, qui, ailleurs qu'en Grande-Bretagne, passerait pour un débile léger. Après avoir une première fois échappé à la redoutable Madeline, à son père, magistrat ca-

ractériel, à son cousin adepte des dictatures, et s'être juré de ne jamais remettre les pieds chez eux, Bertie, pour aider un copain dans le pétrin, et éviter de devoir épouser Madeline, commet l'erreur de retourner à Tottleigh Towers, version déli-rante de la maison maudite... La suite s'avère, bien sûr, désopilante. Si vous ne hurlez pas de rire d'un bout à l'autre, votre cas est désespéré. □

- ✓ P.G. Wodehouse : *Gardez le sourire, Jeeves !* 10-18 ; 190 p., 6 €.

57<sup>e</sup> CMRDS

## Une université d'été porteuse d'espérance

L'université d'été de l'Action française s'est déroulée cette année dans les Hautes-Alpes, du 23 au 29 août 2010.

Au programme : des conférences et des cercles d'études, du sport et du cinéma, des repas animés...

Retour sur une semaine bien remplie.



C'est dans les Hautes-Alpes, à mille mètres au-dessus du niveau de la mer, au milieu d'un cercle de montagnes dont les sommets semblent monter la garde autour de la superbe maison forte de leurs hôtes, Christiane et Jean, que les militants d'Action française étaient venus prendre une cure d'altitude mentale en cette fin d'été 2010.

### Autour d'un prince français.

Revigorés par le bon air et l'excellente cuisine de leur intendante, Clotilde, réchauffés par un soleil qui a presque toujours été au rendez-vous, les participants à la 57<sup>e</sup> édition du Camp Maxime Real del Sartre étaient dans les meilleures conditions pour suivre le programme d'étude que leur avait concocté Stéphane Blanchonnet. En reprenant chacun le titre de l'un des chapitres du livre du prince Jean de France, *Un prince français*, les intervenants ont dessiné tout au long de la semaine les grandes lignes de la doctrine et du projet que nous voulons proposer aux Français.

Maxence Hecquart a ouvert le chemin sous le signe de la « Justice » en montrant combien ce concept à la fois capétien et chrétien était incompatible avec l'égalitarisme démocratique. Le même Maxence Hecquart nous a aussi enchantés par sa vigoureuse défense des racines chrétiennes de la France. Puis ce fut à Grégoire Dubost de parler « Politique étrangère » et de démontrer la nécessité d'une connaissance précise des institutions et des mécanismes européens pour mieux raisonner sur l'intérêt national français. Vincent de Schuyteneer chercha pour sa part à établir les constantes dans la politique de « Défense » de la France. À son tour, Axel Tisserand nous invita à réfléchir sur les « Institutions » passées, présentes et à venir de notre pays. Bernard Pascaud s'exprima une première fois sur « l'Éducation » pour expliquer les échecs des politiques d'enseignement depuis la guerre et une seconde fois pour nous présenter la personne et l'action de celui qui incarne nos espérances : Jean, duc de Vendôme, dauphin de France. Joël François analysa les paradoxes de l'art contemporain et son divorce

avec le beau. Marc Savina s'appliqua à montrer comment la connaissance de « l'Histoire » en tant que science était indispensable aux royalistes pour mener leur combat. Stéphane Blanchonnet parla de la « France » et de son identité à travers les différentes théories de la nation, qu'elles soient royalistes ou républicaines. Michel Michel réfuta l'anthropologie des Lumières au moyen des outils des sciences humaines. Henri Letigre, enfin, dans une conférence vraiment magistrale sur « l'Économie » nous donna les clés de compréhension de la crise que nous traversons.

### Des étudiants assidus et bien entourés

Des cercles d'étude sur l'histoire de l'Action française, la décentralisation, les objections à la monarchie et leur réfutation, la légitimité et beaucoup d'autres sujets, dirigés par Stéphane Blanchonnet, Marc Savina ou Bernard Pascaud, ainsi que le ciné-club en soirée (où l'on visionna et commenta *La Ferme des animaux*, d'après George Orwell, *Le Guépard* de Luchino

Visconti d'après le livre du prince de Lampedusa et *The Queen* de Stephen Frears), complétèrent ce programme. La formation du corps non plus ne fut pas oubliée avec la pratique quotidienne du rugby ou de la boxe.

Cette édition de l'université d'été de l'Action française fut aussi l'occasion de fructueuses réunions de travail entre les responsables du mouvement pour préparer la rentrée politique. Si les étudiants étaient, comme il se doit, la catégorie la plus représentée, la présence, en plus grand nombre que d'ordinaire et pendant la totalité du camp, des cadres adultes de Paris et de province fut particulièrement positive. Quant à la participation active de Louis Juhel et Bernard Pascaud à ce CMRDS, elle témoigne du retour à l'unité du mouvement maurrassien.

À souligner pour finir : la bonne humeur à table autour des chants traditionnels, l'assiduité et le sérieux des campeurs lors des conférences et des cercles, l'autorité bienveillante mais efficace de Romain, le chef de camp, l'énergie et le dévouement de Jean-Baptiste. ■ A.F.

□ LE 1<sup>er</sup> OCTOBRE

# Rentrée des étudiants d'AF

Rendez-vous le vendredi 1<sup>er</sup> octobre à 19 h 30 pour la rentrée des étudiants d'AF, au 10 rue Croix-des-Petits-Champs, Paris 1<sup>er</sup> (métro Palais-Royal ; entrée libre).



## DÉCLARATION

### L'AF s'exprime d'une seule voix

Des dettes d'État insupportables, une désindustrialisation catastrophique, une agriculture livrée aux aléas des marchés, la misère et le chômage de masse, des services publics qui fonctionnent mal, une immigration incontrôlée, des zones de non-droit de plus en plus étendues, une jeunesse sans repères, sans avenir, sans enthousiasme, une éducation nationale sinistrée, un tissu social partout déchiré, des familles éclatées, l'immoralité légalisée et institutionnalisée. Le constat est accablant. Les sociétés européennes, la société française en particulier, ne peuvent pas continuer sur cette voie. C'est la perte assurée. Les gouvernements essaient de reprendre la main par des effets d'annonce en s'imaginant que quelques mesures techniques suffiront à arrêter la faillite, rassurer les peuples et les investisseurs. La construction européenne révèle ses défauts, et le sort de l'euro est en jeu.



Le régime en France est lui-même en cause : la classe politique a révélé sa totale incapacité. Personne n'a vu venir la crise, personne ne sait l'endiguer. La crise financière est devenue une crise économique qui devient aujourd'hui une crise sociale, laquelle risque de déboucher sur une crise politique. La représentation dite nationale ne représente plus la France, mais seulement des intérêts de partis, et il en est de même de la représentation syndicale. La direction de l'État est l'enjeu d'une lutte continue de prétendants dont la règle est la surenchère démocratique. Aucun d'entre eux ne semble se rendre compte que demain la France risque d'être en cessation de paie-

ments : la dette nationale, les dettes sociales sont abyssales. Qui paiera ? Et comment ?

Les royalistes d'Action française, conformément à toutes leurs traditions, appellent les Français les plus conscients de l'impasse politique dans laquelle se trouve notre pays, à une réflexion sur les institutions. L'État national doit être restauré dans sa légitimité profonde autour d'un principe de continuité et de service indépendant des partis. La représentation nationale doit remplir son véritable rôle de représentation réelle des Français et des territoires français. La France doit être en mesure de se faire entendre sur la scène internationale, au-delà des carcans européens. Une monarchie moderne et décentralisée est la solution d'avenir de ce triple besoin. Nous sommes décidés à agir ensemble pour la rendre possible ■

**Stephane Blanchonnet**  
Président du Comité directeur de l'Action française

**Bernard Pascaud**  
Président du Comité directeur de la Restauration nationale

## » NAISSANCES

□ Nous apprenons avec joie la naissance des 20<sup>e</sup> et 21<sup>e</sup> petits-enfants de nos amis Françoise et Michel Michel, le 13 avril 2010 de **Joséphine**, fille d'Éloïse et Vincent Jaloux, et le 29 mai de **Jacob** au foyer de Siffreine et Fabrice Hadjadj. L'Action française adresse toutes ses félicitations aux heureux parents et grands-parents et formule des vœux pour le bonheur de Joséphine et Jacob.

□ Nous avons appris avec joie la naissance le 25 juillet et le baptême le 2 août de **Constance**, deuxième enfant de nos amis Marie et Dominique

**Bonnaves.** Nous présentons nos vœux bien affectueux de longue vie à la petite Constance, ainsi que nos bien vives félicitations aux heureux parents et grands-parents, notamment à Bernard Bonnaves, membre du Comité directeur de l'Action française, et à son épouse Odile.

## » CONFÉRENCE

□ **Bonald et l'Action française** : conférence de Flavien Bertran de Balanda, enseignant-chercheur à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence. À **Bordeaux** : dîner-débat le vendredi 17 septembre à 19 h 30, au restaurant Le Xaintailles, 114 boulevard du maré-

chal Leclerc ; PAF : 24 euros. À **Toulouse** : conférence et déjeuner le samedi 18 septembre à 10 h 30, dans le centre-ville ; PAF : 24 euros. À **Bayonne** : conférence le samedi 18 septembre à 18 h 30, quartier Saint-Léon ; PAF : 5 euros. L'auteur dédicacera ses ouvrages (*Bonald, la Réaction en action*, éd. Prolégomènes, 2009 ; *Bonald, publiciste ultra*, éd. Champ d'azur, 2010). Prière de s'inscrire avant le 15 septembre auprès de : CAEC, BP 80093, 33035 BORDEAUX CEDEX ; règlement par chèque à l'ordre de CAEC - CCP 15 503 63 W BOR. (Si nécessaire, le lieu exact sera communiqué aux inscrits.)

## Centre royaliste d'Action française

10 rue Croix-des-Petits-Champs 75001 PARIS  
communication@actionfrancaise.net

<b>Président</b> Olivier Perceval	<b>Responsable opérationnel</b> François Bel-Ker	<b>Coordination provinces</b> Philippe Castelluccio
<b>Secrétaire général</b> Romain Hellouin	<b>Communication externe</b> Jean de Chenon	<b>Militantisme</b> Jean-Baptiste de l'Aviath
<b>Trésorier</b> Giovanni Castelluccio	<b>Communication interne</b> Philippe Castelluccio	<b>Formation</b> Olivier Perceval, Erwan Bloüet Marc Savina
<b>Secrétaire administratif</b> Marie-Suzanne de Benque d'Agut	<b>Communication interne</b> Philippe Castelluccio François Lamy	

## Ventes à la criée

Diffusez vos idées en rejoignant nos équipes de vendeurs : prenez contact avec nous ! Pour **Sainte-Odile et Sainte-Germaine**, prendre contact avec Ph. Castelluccio au 06 35 50 50 68 ; pour **Maubert-Mutualité**, écrire à F. Wincler, fredericwincler@yahoo.fr ; pour **les autres ventes partout en France**, appelez Jean-Baptiste de l'Aviath au 06 81 55 36 78.



## Adhésions

Qui n'a pas encore pensé à son adhésion ? La cotisation est de 32 euros pour un an (demi-tarif pour les étudiants et chômeurs), la moitié étant reversée à la section locale de votre choix.

C'est cette ressource indispensable qui nous permet de monter nos projets...

Adhésion à retourner au CRAF, 10 rue Croix-des-Petits-Champs, 75001 Paris.

## Autocollants

Le matériel militant vous attend. Pensez à vous charger de munitions avant de partir en vacances. Autocollants et affiches vont fleurir le long des pages !

## La voie de l'espérance

Dans un ouvrage consacré à Jeanne d'Arc, François-Marie Algoud rappelle la chronologie de la belle épopée que Maurras a présentée comme la parfaite illustration de la vertu d'espérance et du "Politique d'abord". Suivent des extraits du procès de la Pucelle d'Orléans, puis de grands textes politiques tirant les leçons qu'elle a laissées, où se rejoignent les voix de Charles Péguy, de Maurras, de Maxime Real del Sarte, de saint Pie X, de Pie XI et de Pie XII. L'auteur reste un bouillant camelot du Roi, rappelant la manière dont la fête nationale a été arrachée à la



République. Qu'il soit vivement remercié d'inviter « *les chrétiens et Français, avec la grâce de Dieu, à éveiller des vocations, affirmer des jugements calmer les doutes, troubler l'erreur* ». □

✓ François-Marie Algoud : *Sainte Jeanne d'Arc - La voie de l'espérance* ; éd. de Chiré, 80 pages, 12 € ; disponible à nos bureaux.



## NOTRE JOURNAL VOUS INTÉRESSE ?

Pour lui permettre de vivre, abonnez-vous, faites des abonnés !

BULLETIN D'ABONNEMENT EN PAGE 12

PORTRAIT

# Nicolas Sarkozy enfant roi

**C'est un enfant capricieux, colérique et autoritaire que la République a porté à la tête de l'État. La familiarité est pourtant le grand fossoyeur de la puissance politique. Les responsables de la cité devraient plutôt combattre les emportements et la précipitation, se méfier de la foule et s'en démarquer.**

La richesse de l'histoire de France n'a d'équivalente que la mémoire pauvre des Français. Considérons donc Nicolas Sarkozy. Il n'y a pas d'exemple parmi tous nos chefs d'État, rois, empereurs ou présidents, qui se soit si complaisamment vautré aux yeux de ses administrés. Trois ans après son élection à la tête de la République, quelle image retenir ? Vous avez le choix entre les frasques conjugales ou les affrontements orduriers sur un port breton, dans un salon d'agriculture ou nuitamment dans une banlieue banale. Le corps du chef de l'État est à présent pareil à ces statues de la III<sup>e</sup> République qui ornent nos places de village, honorent invariablement des Jules plus ou moins célèbres, mais qui sont souillées avec constance au sol par les chiens, et sur la tête par les pigeons.

## Le monde du silence

Le tapage sarkozien a négligé les règles élémentaires de la politique. Semblable aux fonds marins filmés par le commandant Cousteau, le monde politique, pour être efficace, doit évoluer dans le silence. L'espace de décision est toujours l'univers de l'aparté, du chuchotement propres aux boudoirs, aux couloirs d'assemblée ou de palais - traduction du terme anglo-saxon *lobby* - ou encore de la partie de chasse entre initiés comme l'a illustré Enki Bilal. Mais le silence est d'abord un instrument politique pour imposer la majesté et la puissance de l'État. Le bruit n'est que la surface des choses et l'image même de l'impuissance. Les civilisations orientales nous rappellent combien la légitimité et la sacralité du pouvoir dépendent de son invisibilité et donc de son silence. Que ce soit la Cité interdite de Pékin ou la contemplation de Hiro-Hito à genoux, le front au sol, il s'agit toujours d'écarter du regard le souverain. Un roi caché en somme, qui s'est prolongé et de manière terrifiante jusqu'aux Khmers rouges chez qui l'on ignorait jusqu'aux visages des principaux dignitaires. L'Empire ottoman fonctionnait selon les mêmes principes : à Istanbul, au palais de Topkapi, les séances du Divan présidées par le vizir étaient en réalité surveillées par le sultan, placé derrière une grille. L'ombre du sultan planait sur tous les conseils même en son absence impossible à vérifier. Toutefois, lorsqu'on entendait frapper sur la grille, le vizir devait quitter la salle pour s'entretenir avec le sultan. Le chef de l'État ne se montrait jamais et c'était là d'abord la source de son autorité.

Nicolas Sarkozy n'a pas besoin d'aller si loin pour apprendre la notion de dignité indispensable à la



Or, les Français n'attendent pas de leur chef d'État qu'il leur ressemble. Ils attendent un Philippe Le Bel, un capitaine qui ne les noie pas dans du verbiage.

magistrature suprême. Il se prétend gaulliste ? Qu'il relise *Au Fil de l'épée* publié en 1932 par le colonel De Gaulle: « *Le chef est celui qui ne parle pas. Rien ne rehausse l'autorité mieux que le silence.* » Et en effet, il n'y a pas d'autorité sans éloignement. La familiarité est le grand fossoyeur de la puissance politique. Or, les Français n'attendent pas de leur chef d'État qu'il soit leur familier ou qu'il leur ressemble. Ils attendent un Philippe Le Bel, un capitaine qui ne les noie pas dans du verbiage. Le pire ennemi de Philippe IV, Bernard Saisset, a dit de lui : « *Ce n'est ni un homme, ni une bête. C'est une statue... Il ne sait que regarder les gens sans parler.* » Cette froideur apparente qui confine à la dureté est le caractère *sine qua non* du pouvoir. Il s'agit avant tout de combattre les emportements, les précipitations. Il faut se méfier de la foule et s'en démarquer. Un roi n'est pas un avocat. Nicolas Sarkozy si.

## Un enfant de la télé

« *Plus tu t'éloignes, plus ton ombre s'agrandit* » affirmait Robert Desnos. Voilà bien une vérité inaccessible au président de la République. Et plus il parle, moins on l'écoute. On nous pardonnera une dernière citation, de qualité puisque de Louis XIII : « *Je ne serais pas roi si j'avais le sentiment des particuliers.* » Nicolas Sarkozy est le fruit d'une époque, l'éponge démocratique que les Français élisent avec de moins en moins de conviction. Il est le premier président à ne pas avoir fait la guerre, risqué sa vie

pour la nation. Le premier aussi à être né avec la télévision. Il a les réflexes de sa génération attachée aux gadgets, aux portables. C'est une génération d'enfants gâtés, échappés des cuisines où les grandes familles les avaient reclus jusque-là, n'attendant plus qu'on les sollicite pour prendre la parole à table, donnant leur avis sur tout sans craindre la taloche. Avec cela une peur indicible de l'ennui, une course folle pour combattre cette menace qui plane, un discours sans frein sur eux-même, une logorrhée plus ou moins talentueuse. Le tout colérique, sûr d'avoir mérité son cadeau, peut-être votre fils ou petit-fils, crise de civilisation oblige ! On est loin des éducations de province, des générations sans complexe d'avant 68, de "ma mère m'a appris à ne pas parler de moi" de Jean d'Ormesson ou du héros très discret de Paul Morand dans *Tais-toi*. Résultat : « *Casse-toi pauvre con !* »... L'héritier de Philippe le Bel et de Charles de Gaulle.

L'année de son élection, et si vous étiez un peu curieux, vous auriez dû lire Yasmina Reza dans *L'Aube le Soir ou la Nuit*. Une sorte de *zapping* littéraire pas inintéressant du tout qui laissait apercevoir ce vocabulaire de récréation propre à Sarkozy. On y retrouve tout ce babil digne des personnages de la comtesse de Ségur. En suivant la campagne présidentielle du ministre de l'Intérieur, Yasmina Reza ne cesse d'ailleurs de faire remarquer à quel point les Français vont élire un enfant. « *Il étirent Christian Clavier. Ils s'étirent à la ma-*

*nière des acteurs. Fous de joie de s'aimer, de se désigner toi mon copain à la face du monde... Comme souvent... je suis frappé par l'enfance... la cravate et le costume ne sont jamais de son âge. Le costume d'homme accentuant je ne sais quelle fragilité. Le rire non plus n'est pas de son âge... L'observant à la mairie de Palavas-les-Flots écouter celui qui introduit son allocution, j'ai l'impression de voir un petit garçon. Debout, mains croisées, attendant gentiment... Une photo de lui où on le voit tenir une petite voiture des années cinquante. Il sourit à la manière gauche d'un petit enfant qui montre son cadeau... » Yasmina Reza le voit sourire à vélo, contempler sa belle montre... « *Quand je dis dans son entourage qu'il a l'air d'un enfant, on me regarde avec stupeur.* » C'est qu'elle oublie de dire un enfant capricieux, colérique et autoritaire.*

## L'imposture de la proximité

À la décharge de Nicolas Sarkozy, il faut tout de même rappeler qu'il arrivait après vingt-six ans d'immobilisme, quatorze à Mitterrand, douze à Chirac, leur but essentiel ayant toujours été de se maintenir coûte que coûte au pouvoir comme un bernique à son rocher. Sarkozy n'avait pas le choix. Il devait marquer une rupture et mieux susciter du désir. Ce sont des choses qui s'apprennent auprès des publicitaires. La République en est là, à attendre les conseils tarifés de Séguéla, de Begbéder et de tant d'autres. Sarkozy n'a

pas eu trop de mal à contraindre sa nature qui est de se montrer partout, de parler tout le temps, de faire parler de lui aussi souvent que possible, en bien, en mal, qu'importe ! "Occuper le champs médiatique"... Sans aller jusqu'à Pékin ou Istanbul, et même en ignorant la monarchie française et les fondements de la V<sup>e</sup> République, il n'aurait pas été vain de se pencher sur les réflexions du "gourou" de Mitterrand, feu Jacques Pilhan. Se montrer le moins possible, imposer la rareté de la parole élyséenne, afficher une cure de simplicité et de modestie, fût-elle feinte, bref, appliquer ce que James Joyce attribue à la publicité "de l'économie en littérature".

## En route pour 2012

Or donc, tout a été utilisé, tout a été épuisé. Quel scénario peut-on proposer encore aux Français proches de la nausée ? Un nouveau mariage, une adoption de jumeaux haïtiens ou pakistanais ou bien une guerre de banlieue sans conséquence ? Aujourd'hui, 2 septembre 2010, Nicolas Sarkozy est un *loser*. 70 % des sondés de *Marianne* jugent inefficace la politique sécuritaire menée par Nicolas Sarkozy depuis huit ans au ministère de l'Intérieur puis à la tête de l'État. Sarkozy giscardisé en 2012 ? Vous n'y êtes pas ! Nous sommes encore en République. En France, la passion égalitaire qui est le bas instinct du citoyen pousse à détester les gagnants. Peut-être aussi un reste d'attitude aristocratique nous entraîne-t-il à condamner la victoire toujours entachée de vulgarité. Peuple compliqué !

Sarkozy à toutes ses chances pour 2012. Pilhan a inventé la cure de jeunesse perpétuelle, celle qui transforme un homme vieilli en homme plein d'expérience. 1981, 1988, 1995, c'est toujours le même scénario, la même histoire qu'on nous resserre, celle du *loser* devenu conquérant, celle du candidat du passé métamorphosé en héros de jeunesse, celle de l'usure transformée en patine. Alors qu'on fait planer l'ombre de Strauss-Kahn comme celle de Delors en 1995, on peut s'attendre à trois mesures de la part de Sarkozy. D'abord, un remaniement gouvernemental qui chasse Kouchner au profit de Juppé, manière d'éliminer un gêneur à droite. Ensuite une émission télévisée façon Yves Mourousi en 1985 et Guillaume Durand en 1992. Enfin une belle traversée du désert rompue par la publication d'un livre écrit par Guaino et où Sarkozy "dit tout aux Français". Tout de même, l'euphorie contagieuse prend de moins en moins et nous ne sommes plus très éloignés de *La Pensée captive* de Milosz où s'ouvre toujours plus grand le décalage entre les initiés et les dupes, entre le conformisme de surface qui maintient un enfant en place et les murmures d'adultes prétendument citoyens revenus de leur complaisance. Combien de temps encore la République parviendra-t-elle à éviter que la multiplication de ces murmures ne résonne comme un cri ? ■

Marc Savina